



# **La compil' du Diploweb**

**Actualités Internationales 2016**

**Ce volume Actualité internationale rassemble les synthèses de janvier à décembre 2016.**

Dans un monde d'information continue où les nouvelles s'empilent, la rubrique Actualité internationale sur Diploweb.com vous propose chaque mois de décrypter le monde dans lequel nous vivons à travers le prisme de la géopolitique. Une sélection d'informations les plus marquantes pour bien saisir les grandes lignes du début du XXIème siècle, un travail issu de celui réalisé avec les étudiants préparateurs d'ECS qui met en perspective les derniers événements non encore analysés dans les manuels. **Un véritable bonus pour les concours !**

Les références de cet ouvrage sont : Axelle Degans, Actualité internationale 2016, éd. Diploweb.com, 2017. ISBN : 979-10-92676-10-5

Bonne lecture !

Axelle Degans

---

### **L'auteur :**

**Axelle DEGANS** est Agrégée d'histoire et Professeure de chaire supérieure au lycée Faidherbe (Lille) où elle enseigne la géopolitique en classes préparatoires économiques et commerciales. Membre du laboratoire HABITER (EA 2076) de l'Université Reims Champagne-Ardenne. Elle est notamment co-auteure de :

- . Les 50 cartes à connaître, Coll. Atout concours, Paris, Ellipses, 2016 ;
- . Histoire, Géographie, Géopolitique. Concours d'entrée aux grandes écoles, Coll. Atout concours, Paris, Ellipses, 2015 ;
- . Un monde multipolaire. Géopolitique et géoéconomie, Coll. CQFD, Paris, Ellipses, 2014 ;
- . Les grandes questions internationales. Prépa, Concours & examens, Sciences Po, éd. Studyrama, 2013.

Auteure de l'ouvrage « Les pays émergents : de nouveaux acteurs, les BRIC's », Ellipses, 2011.

Intervenante au Festival de géopolitique de Grenoble et au Rendez-vous de l'Histoire à Blois.

SOMMAIRE :

<b>1/2016 Actualité internationale</b> .....	1
<b>2/2016 Actualité internationale</b> .....	9
<b>3/2016 Actualité internationale</b> .....	16
<b>4/2016 Actualité internationale</b> .....	23
<b>5/2016 Actualité internationale</b> .....	31
<b>6/2016 Actualité internationale</b> .....	37
<b>7 et 8/16 Actualité internationale</b> .....	44
<b>9/16 Actualité internationale</b> .....	53
<b>10/16 Actualité internationale</b> .....	60
<b>11/16 Actualité internationale</b> .....	67
<b>12/16 Actualité internationale</b> .....	73

# 1/2016 Actualité internationale

Synthèse de l'actualité internationale de janvier 2016

dimanche 31 janvier 2016, par *Axelle DEGANS*

**Une synthèse de l'actualité internationale de janvier 2016 qui sera fort utile à tous ceux qui veulent disposer d'un point de l'actualité géopolitique ou préparent des concours. Pour ne rien manquer, le mieux est de s'abonner gratuitement à notre Lettre d'information.**

## La triste litanie des attentats

ISTANBUL a été endeuillée par une attaque suicide qui a causé la mort d'une dizaine de personnes - principalement des touristes allemands - non loin de la basilique Sainte-Sophie. C'est le troisième attentat en Turquie depuis l'automne 2015, cette fois-ci il touche un secteur économique vital pour le pays : le tourisme.

L'Indonésie a, elle aussi, été touchée par une série d'attentats suicides à Jakarta, la capitale. Un kamikaze s'est fait exploser en Libye, à Zliten, tuant une soixantaine de personnes. La capitale burkinabaise, Ouagadougou, a été le siège d'une attaque terroriste. Les jihadistes, qui se revendiquent d'Aqmi, ont attaqué un hôtel causant la mort 29 personnes. On peut estimer qu'Aqmi -affilié à Al-Qaida - répond ici aux coups de force de Daech à Deir ez-Zor en Syrie. Au Pakistan, les talibans ont assassiné 21 personnes dans une université du Nord-Ouest du pays, régions que les autorités ne contrôlent pas vraiment.

## Mort clinique de Schengen ?

La Suède a rétabli les contrôles d'identité à sa frontière avec le Danemark dans la région de l'Oresund pour lutter contre les flux de réfugiés. La Suède - qui compte moins de 10 millions d'habitants - estime qu'après avoir accueilli 163 000 demandeurs d'asile, elle a atteint son seuil de tolérance. Le Danemark prend la même mesure pour sa frontière avec l'Allemagne.

La nuit de la Saint-Sylvestre a été dans plusieurs villes d'Allemagne - dont Cologne et Hambourg - l'occasion de violences sexuelles de masse perpétrées par des bandes de jeunes qui viennent d'arriver sur le sol allemand, plus de 700 femmes ont porté plainte. L'inaction de la police à Cologne, le fait que les autorités aient choisi de cacher l'information - à l'heure des réseaux sociaux et

d'Internet - pour éviter une stigmatisation des migrants comme la gravité des faits ont profondément choqué l'opinion publique allemande. Cela contribue, bien au contraire, à réclamer un changement concernant la politique migratoire menée par Madame Merkel quand le pays accueille plus de 3 200 migrants chaque jour, soit environ 1,2 millions pour 2015 contre 200 000 en 2014. L'Allemagne refoule des migrants vers l'Autriche.

Un camp de conteneurs s'est ouvert à Calais pour 4 000 migrants en attente d'un passage pour l'Angleterre. La maire de Calais comme le nouveau président de la région Nord-Pas-de-Calais-Picarde réclament un renfort de l'armée.

La politique de relocalisation décidée par l'Union européenne est déjà un échec sur les 160 000 prévus, seules 272 ont été réalisées !

Le Danemark vient de voter une loi visant à confisquer l'argent des réfugiés pour participer à leurs frais de séjour. Il s'agit d'un signe fort pour les inciter à rester en deçà de la frontière danoise. Vienne qui a accueilli 90 000 réfugiés en 2015, n'en veut pas plus de 37 500 pour 2016, la Grèce ne veut pas devenir une prison à ciel ouvert...

Un rapport de novembre 2015 épingle sévèrement la gestion de la crise migratoire par la Grèce, affirmant qu'elle a « *sérieusement négligé ses obligations et qu'il y a de graves déficiences aux frontières extérieures* ». Réunis à Amsterdam, les ministres européens de l'Intérieur sont prêts à rétablir les contrôles aux frontières internes, l'article 26 permet de le faire en cas de « *circonstances exceptionnelles* » ou du fait de « *manquements graves* », un des grands chantiers des Pays-Bas qui viennent de prendre la présidence tournante de l'Union. Un nouveau Grexit en perspective, alors que Londres agite un possible Brexit, et que Varsovie est mis à l'Index ? Rien ne va plus... Jean-Claude Juncker affirme qu'il reste deux mois pour régler cette question migratoire... L'Union européenne, son modèle, son idéal sont puissamment remis en question en ce début d'année 2016.

### **Une Pologne liberticide ?**

Le nouveau gouvernement polonais de Beata Szydlo vient de voter une loi qui restreint fortement l'autonomie des médias du pays et s'en prend à la liberté de la Justice, imitant en cela des mesures déjà prises en Hongrie par le gouvernement de Viktor Orban. Bruxelles a réagi en menaçant de les « mettre sous surveillance » à cause des atteintes à l'Etat de droit. Pour autant, la Hongrie pourrait mettre son veto à une sanction visant la Pologne, et réciproquement. Il semble difficile de se fâcher avec Varsovie et Budapest, quand on propose d'ouvrir de nouveaux chapitres de négociation d'adhésion à un gouvernement en pleine dérive

autoritaire comme celui d'Erdogan. Cela aussi les gouvernements polonais et hongrois le savent.

### **L'Asie du Sud-Est se coalise**

Les membres de l'ASEAN lancent au 1er janvier 2016 l'AEC, une communauté économique de l'ASEAN, dont l'objectif est de parvenir à un marché unique où circuleraient librement les biens, les capitaux et les travailleurs. Les obstacles restent nombreux, dont le moindre n'est pas l'absence d'un vrai leader. Le vrai dominateur commun est de faire pièce à la Chine dont l'émergence n'apparaît pas vraiment « pacifique » à ses voisins. Les dix membres de l'ASEAN (Birmanie, Brunei, Cambodge, Indonésie, Laos, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande et Vietnam) représentent 620 millions de personnes et une croissance économique robuste (4,9%), mais les disparités sont fortes.

### **La Corée du Nord démontre son pouvoir de nuisance**

Pyongyang annonce avoir procédé à un nouvel essai nucléaire, cette fois-ci grâce à une bombe H. Les sismographes ont effectivement enregistré un séisme artificiel d'une magnitude de 5,1, par contre sa nature reste mystérieuse. De nombreux experts estiment que la Corée du Nord n'a pas la maîtrise de la bombe H, la condamnation est néanmoins internationale et unanime. Son principal allié, la Chine, le condamne, mais cette alliance reste valide.

### **Panique boursière en Chine...**

Les bourses de Shanghai et Shenzhen ont été fermées à deux reprises pour éviter un effondrement des cours boursiers. Les mauvais chiffres de l'activité manufacturière ont inquiété les investisseurs.

### ***...mais chinese dream ?***

En 2015, la Chine a investi tout particulièrement dans les médias. Après avoir racheté, en 2012, la chaîne de cinéma AMC, la Dalian Wanda a racheté l'américain Legendary Entertainment - qui a produit Jurassic world comme le dernier Batman - ainsi que le Suisse Infront. Un consortium chinois a acquis 13% du club de Manchester City... Le début d'un *soft power* ?



© Photo Barthélémy Courmont

Parade à Keelung, dans le nord de Taïwan, à l'occasion de la fête des lanternes, une tradition originaire du continent. Extrait d'un [reportage](#) de B. Courmont.

### **Taiwan se rebelle ?**

Tsai Ing-Wen remporte les élections présidentielles taïwanaises - avec 56% des voix - sur fond de morosité économique et de croissance des inégalités. Elle devra trouver le moyen de redynamiser la croissance économique et propose de miser sur l'innovation, le numérique comme les biotechnologies. Ces élections sont historiques car elles ont amené la victoire du parti séparatiste (DPP) qui refuse le retour dans le giron de Pékin. Pékin rappelle qu'il n'y a qu'une seule Chine.

### **Un Golfe persique sous tension**

L'Arabie saoudite a procédé à 47 exécutions, notamment de jihadistes mais aussi du cheikh Nimr Baqr Al Minr, un dignitaire de la communauté chiite saoudienne. Cette exécution a provoqué l'ire de Téhéran, des mouvements de foules dans toutes les communautés chiites de la région, ainsi l'ambassade saoudienne à Téhéran a été attaquée par des manifestants. Cette attaque a été condamnée par les différentes pétromonarchies du Golfe, le tout se joue sur fonds d'une décrue significative du cours du brut. Comment comprendre ces exécutions ? Le cheikh Nimr Baqr Al Minr, bien que très critique vis-à-vis de la politique du royaume saoudien n'appelait pas à la violence. On peut probablement comprendre son exécution pour « compenser », auprès de sunnites, celles des jihadistes. Riyad envoie un signal fort aux sunnites, et à Daech.

## **Les pays exportateurs de pétrole sont sous tension**

Avec un baril de pétrole à moins de 30 dollars, les comptes publics des pays exportateurs passent dans le rouge. La Russie doit baisser ses dépenses publiques et envisage de privatiser en partie Rosneft. L'Arabie saoudite pense à vendre en partie l'Aramco.

## **L'Arabie saoudite prête à se défaire de son trésor ?**

Riyad réfléchit sérieusement à coter en bourse la Saudi Aramco, a fait savoir le prince héritier Mohammed ben Salmane. La Saudi Aramco produit chaque jour plus de 11 millions de barils équivalent pétrole et s'appuie sur des réserves de pétrole estimées à 267 milliards de barils ce qui en fait la plus importante société pétrolière du monde... et donc la plus chère probablement des « milliers de milliards de dollars ». Alors pourquoi envisager de se séparer partiellement de ce qui apparaît comme la poule aux œufs d'or, alors que les autres Etats la conservent jalousement ? La baisse du cours du pétrole est responsable d'un déficit budgétaire qui atteint 19% pour le royaume saoudien, au moment où les tensions internes et régionales sont très fortes.

## **La Turquie d'Erdogan continue à s'en prendre aux Kurdes**

Le Sud-Est de [la Turquie](#) a été le théâtre d'une nouvelle tuerie. Les forces turques ont tué 32 combattants kurdes, démontrant qu'Ankara ne se concentre pas que sur Daech.

## **Daech s'enracine en Libye**

La Libye est déchirée par la guerre civile à l'image de ses deux gouvernements. Le parlement de Tobrouk, reconnu par la communauté internationale, est soutenu par l'Egypte comme les Emirats arabes unis. Le gouvernement de Tripoli des Frères musulmans est soutenu par la Turquie, le Qatar et plusieurs milices sur place. Daech s'est implanté à Syrte depuis laquelle est menée la conquête de la région pétrolifère, il contrôle désormais le port de Ben Jawad.

## **Les révoltes arabes : cinq ans après**

La Tunisie a établi une fragile démocratie, des élections se sont tenues en 2014, une coalition- Nidaa Tounès et Ennahda - est au pouvoir. La situation économique dégradée, près d'un jeune sur trois est au chômage, et les attaques régulières des jihadistes font régner un climat d'insécurité préjudiciable. A Kasserine, les manifestants demandent « *du travail, des libertés, de la dignité* ». L'armée a repris le pouvoir en Egypte, la Syrie, la Libye et le Yémen sont en proie à la

guerre. Les fruits des révoltes arabes sont pour l'instant amers.

### **Un Venezuela en crise**

Le pays de la « révolution bolivarienne » est en pleine crise économique, victime d'une économie de rente, d'une évolution régressive au niveau de la diversification économique, le pays est en plein marasme du fait de la décrue - près de 60% en 2015 - du prix de l'or noir, la récession aurait atteint 10% en 2015, l'inflation presque 80%. La situation politique n'est pas réellement meilleure. Le Parlement est aux mains de l'opposition à Nicolas Maduro, un climat de fortes tensions s'est déjà installé entre la présidence et le Parlement dirigé par Henry Ramos. La question qui se pose au Venezuela est comment sortir du chavisme, l'expulsion d'environ 10 000 Colombiens accusés de mener une guerre économique responsable - aux yeux de Caracas - du marasme du pays n'est que de la gesticulation.

### **Des signaux au vert pour les Etats-Unis**

En 2015, les Etats-Unis ont créé quelques 2,7 millions d'emplois, le taux de chômage a ainsi retrouvé la barre de 5%, mais les salaires restent faibles (le salaire minimum est à 7,25 dollars de l'heure), 20% des Américains vivent sous le seuil de pauvreté ou à son voisinage.

Les Etats-Unis sont en pleine révolution énergétique, ce qui soutient la croissance comme les emplois. Ils commencent à exporter du gaz naturel grâce à leur nouveau terminal de Sabine Pass.

### **Fait-il moins bon vivre en France ?**

La France compte 66, 6 millions d'habitants au 1er janvier 2016, c'est le deuxième pays le plus peuplé de l'Union européenne derrière l'Allemagne (81,2 millions) mais devant le Royaume Uni (64, 8 millions). L'année 2015 est remarquable à deux égards, malheureux. Le premier est la recrudescence de la mortalité, une première depuis les années 1960. Le second n'est pas moins inquiétant, il s'agit d'une baisse de la natalité de 2,3% en 2015 (-19 000 par rapport à 2014). Certes dans un continent entré en « hiver démographique » (G-F Dumont), la France semble tenir son rang avec une fécondité de 1.96 enfants par femme, mais on s'éloigne du seuil de renouvellement des générations, la France vieillit... une mauvaise nouvelle. Comment expliquer ce retournement de conjoncture démographique, alors que la France parvenait à maintenir une fécondité à 2 enfants par femme jusque 2014 ? La faute à la situation économique dégradée ? Mais est-elle vraiment pire qu'en 2013 ? Moins de personnes en âge d'avoir des enfants ? La nouvelle politique familiale - rabot du quotient familial

pour les impôts, baisse des prestations de garde, et conditionnement des allocations familiales - a probablement envoyé un signal anxiogène aux familles. La France serait-elle en train de perdre une de ces exceptionnalités les plus positives ?

### **Le grand retour de l'Iran sur la scène internationale**

Les Etats-Unis et l'Union européenne viennent de lever leurs sanctions contre l'Iran qui a procédé à un échange de prisonniers avec Washington. Des dizaines de milliards de dollars d'avoirs iraniens vont être dégelés, alors que Téhéran prévoit de renforcer sa production pétrolière. L'Iran apparait comme un pays avide de s'équiper et de se moderniser : une aubaine pour les grandes sociétés aussi bien occidentales que chinoises.

### **La France signe des contrats**

En visite officielle en Inde, le président François Hollande a promis que la France investirait dans les infrastructures de la plus grande démocratie du monde, notamment dans les « smart cities » - villes durables- de Chandernagor, Pondichéry et Nagpur. Une sérieuse option est mise pour la vente de 36 Rafales (peut-être 10 milliards d'euros), il reste à négocier les contreparties financières et technologiques.

Le président iranien Hassan Rohani, en visite à Paris, a commandé 114 Airbus (des A320, A321, des A330 et 16 A350 12 A380) pour moderniser sa flotte aérienne. Les entreprises de BTP Vinci, ADP et Bouygues vont participer à la modernisation d'aéroports (comme celui d'Ispahan) quand PSA y investira bientôt 200 millions d'euros et que Total achètera 150 à 200 000 barils par jour.

### **La bonne santé économique de l'Allemagne et du Royaume Uni**

L'Allemagne d'Angela Merkel s'enorgueillit d'une croissance de 1,7% pour 2015, un taux de chômage inférieur à 5% et un excédent budgétaire de 12 milliards d'euros. L'Allemagne vient de connaître une « décennie dorée ».

Outre-manche, la croissance économique serait de 2,7% pour 2015 et le taux de chômage autour de 5,1%, par contre les salaires progressent peu. Ainsi, 300 000 emplois ont été créés en seulement trois mois, et 800 000 sont restés vacants ; cette donnée explique la pression migratoire à Calais.

### **Le luxe français se porte bien**

L'année 2015 a été particulièrement favorable aux producteurs de champagne qui

ont vendu pour environ de 4.75 milliards d'euros. La France absorbe la moitié de la production, le Royaume Uni et les Etats-Unis demeurent de très importants marchés, ceux du Japon et de l'Australie sont en expansion.

*Copyright Janvier 2016-Degans/Diploweb.com*

---

**Plus**

**Les synthèses annuelles des Actualités internationales**

**Point d'actualité internationale de février 2016**

**Point d'actualité internationale de décembre 2015**

---

## **Actualité internationale de l'année 2015**

Dans un monde d'information continue où les nouvelles s'empilent, la rubrique *Actualité internationale* sur *Diploweb.com* vous propose chaque mois de décrypter le monde dans lequel nous vivons à travers le prisme de la géopolitique. Une sélection d'informations les plus marquantes pour bien saisir les grandes lignes du début du XXIème siècle, un travail issu de celui réalisé avec les étudiants préparatoires d'ECS qui met en perspective les derniers événements non encore analysés dans les manuels. **Un véritable bonus pour les concours !**

Ce volume *Actualité internationale* rassemble les synthèses de janvier à décembre 2015.



**A. DEGANS, Actualité internationale 2015**

Copyright Degans/Diploweb.com

Les références de cet ouvrage sont : Axelle Degans, *Actualité internationale 2015*, éd. *Diploweb.com*, 2016. ISBN : 979-10-92676-07-5

Bonne lecture ! Axelle Degans

## 2/2016 Actualité internationale

Synthèse de l'actualité internationale de février 2016

mardi 1er mars 2016, par Axelle DEGANS

**Une synthèse de l'actualité internationale de février 2016 qui sera fort utile à tous ceux qui veulent disposer d'un point de l'actualité géopolitique ou préparent des concours. Pour ne rien manquer, le mieux est de s'abonner gratuitement à notre Lettre d'information.**

### Europe or not, Europe is the question

Le Brexit est toujours à l'ordre du jour. Le premier ministre britannique, David Cameron, a pourtant obtenu de nombreuses concessions de la part de ses homologues européens un « statut particulier » : la City a un quasiment un droit de regard sur les avancées de la zone euro et le Royaume Uni n'aura pas, à terme, à adopter l'euro ni à verser des prestations sociales aux Européens installés sur son territoire depuis moins de 4 ans. David Cameron est très satisfait de cet accord qui selon lui réserve le « meilleur des deux mondes » au Royaume Uni ; après le « *I want my money back* » de M. Thatcher, D. Cameron lance « *I don't love Brussels, I love Britain* »... Il a commencé sa campagne électorale pour le referendum concernant le possible Brexit, référendum probablement organisé au mois de juin 2016. Cet accord institue encore plus une Europe à la carte. L'Allemagne, la Belgique et le Danemark réfléchissent à la possibilité de limiter eux-aussi l'accès des migrants aux allocations familiales. La boîte de Pandore a été ouverte, on s'éloigne d'une « union sans cesse plus étroite entre les peuples », dans l'indifférence générale, ou presque.

Le très médiatique maire de Londres, Boris Johnson, en décidant de surfer sur la vague du Brexit, gêne considérablement le premier ministre mais se rapproche plus sûrement du pouvoir, au prix de la chute de la livre sterling. Les milieux économiques sont très partagés sur la question.

L'Union européenne ne parvient pas à trouver de solution face à la crise migratoire, Frans Timmermans - vice-président de la Commission européenne - estime que 60% des arrivées sur le sol communautaire relèvent de migrations économiques en particulier en provenance du Maghreb. Il prévient que l'Union a devant elle un choc migratoire et qu'il faut s'y préparer. Jean Asselborn - commissaire européen en charge des migrations - prévient d'un risque d' «

anarchie ». Bruxelles menace de suspendre la Grèce de l'espace Schengen, l'accusant de ne pas prendre les mesures nécessaires face au flux de migrants. L'OTAN a été appelée à la rescousse dans le cadre de la crise migratoire. L'Autriche filtre désormais les arrivées sur son territoire alors que Bruxelles rétablit le contrôle à ses frontières après l'annonce de l'évacuation partielle de la « jungle » de Calais. La Macédoine refuse de laisser passer les Afghans qui restent depuis bloqués en Grèce...

Face aux difficultés de la zone euro, Benoît Coeudé, qui appartient au directoire de la BCE, demande une plus forte intégration politique et économique de celle-ci, proposant notamment de créer un Trésor européen et de renforcer le pouvoir du Parlement. L'approfondissement européen, une solution à la crise multiforme que nous traversons ? L'intégration militaire entre Berlin et La Haye progresse. Des officiers allemands commandent déjà une partie de l'armée de terre néerlandaise, et dorénavant une partie de la marine allemande passe sous la direction de la marine néerlandaise : le « Seebataillon ». Il s'agit bien sûr de réaliser des économies dans le domaine militaire, une forme de mutualisation des dépenses. La Bosnie-Herzégovine vient de déposer sa candidature d'adhésion à l'Union européenne. Le statut de candidat doit être maintenant étudié à Bruxelles.

### **La zone euro dans l'œil du cyclone ?**

La zone euro est de nouveau sous tension. Les discussions avec la Grèce n'y sont pas complètement étrangères pas plus que ne l'est la croissance économique encore atone de la zone euro. Les banques européennes apparaissent fragiles aux yeux des investisseurs et les bourses décrochent. Ainsi, depuis mai 2015 les bourses européennes ont décroché de plus de 20% (Francfort, Londres, Paris) voire plus (30% pour Madrid et Milan). Le fantôme de la crise de 2008 plane de nouveau sur les marchés financiers d'autant plus que l'OCDE prévoit que la croissance économique mondiale ne devrait pas excéder 3% cette année.

### **La triste litanie des attentats continue**

L'EI a perpétré plusieurs attentats en Syrie causant plus de 200 morts sur le mois de février 2016, alors que Boko Haram continue à assassiner au Nigeria, maintenant un climat de terreur au moins dans la partie Nord du pays. L'Irak est toujours la cible d'attentats.

Ankara est à son tour victime d'un attentat qui fait une trentaine de victimes. Il a été très probablement perpétré par le PKK (parti des travailleurs kurdes de Turquie) en riposte aux bombardements turcs contre les positions kurdes en Syrie. Cette escalade de violence est des plus préoccupantes car la Turquie était parvenue à un cessez-le-feu avec le PKK depuis quelques années. Celui-ci semble

avoir volé en éclat tant l'ennemi d'Ankara semble davantage être les Kurdes que Daech dans la guerre qui déchire le Proche-Orient.

### **La Syrie reste un terrain de guerre régional**

La Turquie bombarde les positions kurdes de la région d'Azaz au nord de la Syrie pour éviter que le PYD (le pendant syrien du PKK kurde de Turquie) ne s'y renforce et puisse créer un « Etat » kurde au nord du pays. La Russie quant à elle bombarde les rebelles. En fait la rivalité entre Moscou et Ankara se développe sur le terrain syrien, une guerre par procuration - comme celle qui se joue entre Téhéran et Riyad au Yémen - d'autant plus inquiétante que la Turquie est membre de l'OTAN et qu'il existe une solidarité entre ses membres.

Vers un cessez-le-feu en Syrie ? Washington et Moscou ont trouvé un point d'accord pour un cessez-le-feu. Reste à voir son inscription dans le temps.

### **La Libye est toujours en plein marasme**

Le pays est divisé entre les milices islamistes autour d'al Fajr Libya qui tiennent la région de Tripoli, l'armée nationale libyenne qui dirige la région de Tobrouk, Daech et Aqmi qui ont pris possession du « rivage des Syrtes », et les milices Toubous qui luttent contre les Touaregs dans le sud du pays. L'ONU espère pouvoir solutionner cette situation grâce à un gouvernement d'union nationale issu des négociations de Skhirat, mais rien n'est simple. Le tout se joue sur fond d'effondrement de la production pétrolière libyenne et d'une inflation galopante. La Libye ne joue plus son rôle de verrou migratoire...

### **Le monde à l'heure de la guerre des changes ?**

L'équilibre de l'économie mondiale est menacé par la baisse sensible de la monnaie chinoise - plus de 6% par rapport au dollar depuis le début de 2016 - alors que le dollar se renforce et que la Banque centrale européenne maintient l'euro à un niveau relativement bas en continuant à mettre des liquidités sur le marché. Les implications sont nombreuses. Le relèvement du dollar provoque le départ des capitaux des pays émergents - fragilisant ainsi une économie brésilienne qui en a impérativement besoin - au profit du marché nord-américain, alors que la faiblesse du yuan provoque un début d'hémorragie monétaire en Chine. Certains se demandent s'il ne faudrait pas envisager un accord monétaire - du type accord du Plaza hotel de 1985 - pour soutenir la monnaie chinoise et faire baisser la valeur du dollar. Benoît Coeuré estime que la faiblesse des devises émergentes est devenue un risque pour la bonne santé de l'économie mondiale.

## **Des pays émergents en difficulté**

Le Nigéria doit faire appel à la Banque mondiale à cause de la décreue du prix du baril du pétrole. Il demande une aide de 2,5 milliards de dollars et une autre d'un milliard à la Banque africaine de développement. Il est fortement pénalisé par la décreue du prix du baril de pétrole.

La production industrielle au Brésil s'est contractée de plus de 8% en 2015, pire chiffre depuis 2003, alors que l'inflation s'établit à plus de 10% sur un an. Le service de la dette représente désormais 20% du PIB brésilien.

En Afrique d Sud, le président Zuma cristallise les mécontentements, surtout depuis la révélation que de l'argent public - 20 millions d'euros - a servi à rénover sa demeure. Dans ce pays miné par les inégalités et qui se prépare à une cure d'austérité, des manifestants exigent un remboursement rapide de la somme.

La Chine connaît, quant à elle, une hémorragie monétaire du fait de l'affaiblissement de sa monnaie. Ainsi, en 2015 les stocks de devises étrangères ont baissé de 500 milliards de dollars.

## **L'Amérique latine fait face à l'épidémie Zika**

L'OMS s'est inquiétée de la gravité de l'épidémie Zika transmise par un moustique. Elle est particulièrement dangereuse pour les femmes enceintes pour le risque de malformation des fœtus - la microcéphalie - et semble se transmettre non seulement par la piqûre du moustique mais aussi par voie sexuelle. Le Brésil est le pays le plus touché avec plus d'un million de personnes contaminées. L'OMS fait ici amende honorable après sa coupable léthargie lors de l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest.

## **Sort des élections**

Le roi d'Espagne demande à Pedro Sanchez (PSOE) de former le nouveau gouvernement qui doit être investi le 3 mars 2016. La tache s'annonce difficile faute d'une majorité du PSOE au parlement.

En Ouganda, Yoweri Museveni - 71 ans - vient d'être reconduit pour un cinquième mandat d'une durée de 5 ans.

En Iran, les élections pour renouveler le Parlement ont été remportées par les réformateurs avec notamment les 30 sièges de la capitale Téhéran. Il s'agit d'un vrai revers pour les conservateurs. Cependant l'Iran ne se résume pas à sa capitale.

En Irlande, les élections législatives ont été perdues par la coalition au pouvoir (Fine Gael et Labour), mais aucune majorité claire ne se dégage, un peu comme

lors des dernières élections en Espagne.

Seule candidate à ce poste, Christine Lagarde entame un second mandat à la tête du FMI.

### **Une rodomontade nord-coréenne**

Pyongyang a procédé au lancement à un tir de fusée qui a survolé le territoire nippon et provoqué la fureur de ses voisins comme de la communauté internationale. Washington étudie la possibilité, avec Séoul, d'établir sur le sol sud-coréen un bouclier anti-missiles -THAAD), ce que goûte peu Pékin.

### **Les sidérurgistes européens sont inquiets**

Réunis au sein de l'association Aegis, les sidérurgistes protestent contre les importations à bas coût de l'acier chinois qui casse les prix sur le Vieux continent. La Chine est en surcapacité et écoule comme elle peut ses productions sur les marchés asiatiques et européens. La Commission a mis en place trois enquêtes anti-dumping (tuyaux sans soudures, tôles lourdes et aciers plats laminés à chaud) et décidé de relever ses droits de douanes sur les aciers chinois et russes. Cette filière industrielle encore grande pourvoyeuse d'emplois est en péril en Europe.

### **La Chine déploie sa toile**

Le chinois Jin Liqun est le président de la Banque asiatique de développement. Il sera secondé par un indien, un sud-coréen, un allemand et un britannique. Dotée d'un capital de 100 milliards de dollars, 57 Etats participent à cette banque.

Le chinois ChemChina rachète, en cash, le suisse Syngeta pour 43 milliards de dollars. C'est la plus importante acquisition chinoise à l'étranger.

### **L'Inde est secouée par de violentes révoltes**

A l'Ouest de Delhi, dans l'Etat d'Haryana, la caste des Jats doit faire face à de mauvaises récoltes et réclame - en coupant les voies de communication ce qui a provoqué l'intervention de l'armée - une prise en compte de leur situation. Ces émeutes ont déjà fait 20 morts et plusieurs centaines de blessés.

### **Obama organise un sommet ASEAN**

Les Etats-Unis et les 10 pays de l'ASEAN se sont réunis dans ce qui peut être considéré comme un « sommet anti-Chine », qui se joue après la signature de l'accord transpacifique et dans un contexte de fortes tensions maritimes avec la Chine.

## Les exportations allemandes se portent au mieux

Le commerce extérieur allemand a battu un nouveau record pour l'année 2015, et ce malgré l'affaire Volkswagen, progressant de plus de 6% par rapport à 2014 Les Etats-Unis sont devenus le premier client de l'Allemagne - une nouveauté - devant la France.

## Les succès d'Airbus

Airbus a remporté de beaux succès en 2015. Ainsi, plus de 1 000 milliards d'euros de commande ont été passés. L'année 2016 s'annonce aussi sous de bons auspices.

Copyright Février 2016-Degans/Diploweb.com

---

### Plus

[Les synthèses annuelles des Actualités internationales](#)

[Point d'actualité internationale de mars 2016](#)

[Point d'actualité internationale de janvier 2016](#)

---

## Actualité internationale de l'année 2015

Dans un monde d'information continue où les nouvelles s'empilent, la rubrique *Actualité internationale* sur *Diploweb.com* vous propose chaque mois de décrypter le monde dans lequel nous vivons à travers le prisme de la géopolitique. Une sélection d'informations les plus marquantes pour bien saisir les grandes lignes du début du XXIème siècle, un travail issu de celui réalisé avec les étudiants préparateurs d'ECS qui met en perspective les derniers événements non encore analysés dans les manuels. **Un véritable bonus pour les concours !**

Ce volume *Actualité internationale* rassemble les synthèses de janvier à décembre 2015.



**A. DEGANS, Actualité internationale 2015**

Copyright Degans/Diploweb.com

Les références de cet ouvrage sont : Axelle Degans, *Actualité internationale 2015*,

éd. *Diploweb.com*, 2016. ISBN : 979-10-92676-07-5  
Bonne lecture ! Axelle Degans

# 3/2016 Actualité internationale

Synthèse de l'actualité internationale de mars 2016

vendredi 1er avril 2016, par *Axelle DEGANS*

**Que retenir de mars 2016 ? Voici une synthèse de l'actualité internationale de mars 2016 qui sera fort utile à tous ceux qui veulent disposer d'un point de l'actualité géopolitique ou préparent des concours. Pour ne rien manquer, le mieux est de s'abonner gratuitement à notre Lettre d'information.**

## Le sort des urnes

Aux Etats-Unis, le « super Tuesday » a confirmé l'avance des deux favoris, Hillary Clinton pour les Démocrates et Donald Trump pour les Républicains. Il est désormais très probable qu'ils s'affronteront aux élections présidentielles de novembre 2016, même si le démocrate Bernie Sanders vient de remporter l'Alaska, l'Etat de Washington et Hawaï, en surfant sur les soupçons de collusion entre Madame Clinton et les grandes banques d'affaire qui lui ont très généreusement payé des discours. Hillary Clinton, ancienne première dame et ancienne secrétaire d'Etat, dispose d'un immense réseau pour collecter des fonds indispensables à sa campagne électorale et incarne l'establishment. Donald Trump, ce magnat milliardaire de l'immobilier, canalise la rancœur des « perdants » de la crise, ceux qui ne profitent pas de l'actuelle croissance, ces « petits blancs » qui se sentent méprisés par les élites et qui protestent en choisissant Trump. L'Amérique n'est pas la seule à connaître un regain de populisme....

Au Bénin les élections présidentielles du 20 mars 2016 ont été remportées par Patrice Talon, avec près de 2/3 des suffrages exprimés contre Lionel Zinsou, premier ministre en exercice. L'ONU se félicite de la qualité de l'organisation du scrutin. Le Bénin, un exemple démocratique pour l'Afrique de l'Ouest...

Ce même 20 mars 2016, le Cap-Vert a organisé des élections conformes aux critères démocratiques.

Au Congo, Denis Sassou-Nguesso, après une coupure de téléphone et d'Internet de 48 heures, a été déclaré vainqueur des élections présidentielles. Il est au pouvoir depuis 1979... La démocratie doit encore progresser...

En Birmanie, Aung San Suu Kyi qui a remporté les premières élections libres de

Birmanie depuis 25 ans mais où la constitution lui interdit de devenir chef de l'Etat, a choisi Htin Kyaw comme président. Celui-ci a la lourde tâche de procéder à une réconciliation nationale.

En Allemagne, la CDU a enregistré un sévère revers électoral dans trois länder, dont le riche Bade-Wurtemberg et la Saxe-Anhalt où le parti populiste AfD a remporté 23% des suffrages. Il s'agit d'une sanction électorale d'Angela Merkel pour sa politique migratoire qui est de moins en moins bien acceptée dans la population allemande.

### **Le temps des accords**

Alors que l'Union européenne et les Etats-Unis négocient en vue d'un vaste accord transatlantique, un autre accord entre l'Europe et le Canada est sur le point d'être finalisé. Cet accord économique et commercial (AEGG) vise à éliminer toute une partie des droits de douane, ainsi 92% des produits agricoles et alimentaires européens seront exportés libres de droit. Cet accord ouvre également les marchés publics, mais protège des appellations géographiques (roquefort, piment d'Espelette, huitres Marennes-Oléron...).

Quinze années après son défaut de paiement, l'Argentine du nouveau président Mauricio Macri vient de trouver un accord avec les « fonds vautours » qui profitent de la faillite de l'Argentine. Ceux-ci ont accepté une décote de 25% des sommes dues et la fin des poursuites judiciaires contre l'Argentine. L'accord doit être maintenant entériné par le Congrès. Le président espère ainsi que son pays retrouvera une crédibilité internationale et une certaine attractivité auprès des investisseurs étrangers ; l'objectif est de créer des emplois dans un pays dont l'économie est déprimée. La facture est pourtant salée : plus de 12 milliards de dollars. Le fonds Elliot est un des grands gagnants, avec un profit de 300%, de quoi voir se multiplier les rapaces de mauvais augures.

### **L'Europe au bord du gouffre**

La « route des Balkans » se ferme aux migrants, depuis l'Autriche jusqu'aux portes de la Grèce, désormais au bord de l'asphyxie. Bruxelles débloque 700 millions d'euros pour faire face aux « besoins humanitaires ». Plus de 10 000 réfugiés sont bloqués à la frontière avec la Macédoine, plus de 24 000 autres migrants sont sur le territoire grec, alors qu'Athènes s'attend à l'arrivée de 100 000 migrants supplémentaires.



Angela Merkel a réussi à imposer ses vues dans l'actuelle crise des migrants. Elle a négocié avec Ankara un accord qui troque le renvoi de migrants arrivés illégalement en Europe (en Grèce notamment) contre un réfugié syrien selon la règle du « un pour un ». Le tout avec un assouplissement des visas pour les Turcs, une aide de plusieurs milliards d'euros pour Ankara (peut-être 6) et une accélération de l'étude de la candidature turque à l'entrée dans l'Union européenne, et ce malgré les nombreuses entorses orchestrées par Erdogan à la démocratie et aux libertés, y compris de la presse. C'est un revers cinglant pour l'Union européenne, l'Allemagne négociant de façon unilatérale et s'affranchissant de plus en plus de l'esprit européen, joue souvent cavalier seul quand cela l'arrange. L'Union en sort profondément décrédibilisée et affaiblie. Certains pays, dont Chypre, dénoncent toutes ces concessions. La réouverture du processus d'adhésion de la Turquie pose aussi la question, existentielle, du projet européen zone de libre-échange ou Europe intégrée ? Cette position européenne part du postulat que les migrants - dont elle ne veut pas - passent par la Turquie, ce qui est une analyse biaisée... voire un marché de dupes. La Turquie n'est-elle pas un territoire où transitent tous les trafics : d'êtres humains, de pétrole de Daesh, d'Antiquités volées au Proche-Orient ? L'Europe et la Turquie, qui est à nouveau victime d'un attentat qui a fait plusieurs dizaines de morts revendiqué par le TAK, ont-elles les mêmes intérêts sur la question Kurde, ou au Proche-Orient ?

En Libye, pays aujourd'hui profondément divisé, près de 800 000 personnes attendent de pouvoir passer la Méditerranée pour arriver en Europe, pour la plus grande inquiétude notamment de Rome.

La Pologne annonce qu'elle n'accueillera pas de migrants...

## **Les jihadistes veulent faire régner la peur**

En Tunisie, le 7 mars 2016, la ville de Ben Guardane a été la cible d'islamistes de l'EI qui voulaient en prendre le contrôle. Les forces de l'ordre sont parvenues à s'y opposer.

La Côte d'Ivoire est, le 13 mars 2016, victime d'un attentat sur la station balnéaire de Grand Bassam près d'Abidjan.

Au Mali, des jihadistes s'en prennent à un hôtel où résident les forces de l'ONU.

Au Pakistan, les Talibans revendiquent l'attentat de Lahore qui a fait le dimanche 27 mars 2016 au moins 72 morts dont de nombreux enfants, il visait la communauté chrétienne lors des fêtes de Pâques.

Après Paris (7,8, et 9 janvier 2015), Bruxelles est frappée le 22 mars 2016 par une série d'attentats meurtriers- 35 morts et plus de 200 blessés - revendiqués par Daesh.

Ces attentats interrogent les Européens dans leurs fondements. Alors que Schengen est techniquement mort, les Européens doivent repenser leurs frontières, leur politique sécuritaire, leur législation concernant les crimes terroristes... ainsi que la politique de démilitarisation. La politique de coopération et de mise en commun des fichiers de renseignement semble tomber sous le sens. Faut-il pour autant amender les constitutions ? Les mesures liberticides et de surveillance doivent-elles définitivement être adoptées ? Ne serait-ce pas en réalité une victoire de ceux que l'on combat ?

## **Une Amérique latine en proie aux difficultés économiques et politiques**

L'Amérique du Sud souffre du ralentissement de la croissance chinoise qui pèse à la fois par une diminution des investissements de Pékin et par une baisse du prix des matières premières exportées.

Le Venezuela, dont la situation économique est des plus préoccupantes, est dans une impasse politique. L'opposition réclame le départ du président Nicolas Maduro, mais son manque d'unité ne lui a permis d'y parvenir.

En Bolivie, le président Evo Morales reconnaît l'échec de son referendum pour pouvoir se présenter à un quatrième mandat. Il a été rejeté par 51% des électeurs.

Au Brésil, la récession économique et le retour de l'inflation (plus de 10%) sont la toile de fond d'une crise politique grave. Un scandale politico-financier qui

remonte aujourd'hui jusqu'à la présidence car Dilma Rousseff est personnellement mise en cause. Des écoutes, rendues publiques, montre qu'elle nomme Lula au gouvernement pour lui éviter des poursuites judiciaires.... le scandale est énorme, et ne semble pas devoir épargner celui qui a incarné le Brésil qui « brille », le Brésil émergent qui semblait enfin devoir tenir ses promesses. Un scandale en cache un autre : alors que le scandale de corruption autour de Petrobras bat son plein, un autre apparait autour de l'entreprise de BTP Odebrecht. Son PDG, emprisonné, commence a révéler des pratiques corruptives de grande ampleur. Elles concerneraient non seulement des élus du parti des Travailleurs (PT) dont sont issus Dilma Rousseff et Lula, mais encore d'autres partis politiques comme celui d'Aécio Neves, le parti de la social-démocratie brésilienne de droite. Des pratiques de surfacturation dans le cadre de la construction d'infrastructures de la Coupe du monde (2014) et des Jeux olympiques de Rio (2016) commencent à être révélées au grand public... le début de l'hallali ? Certains experts commencent à s'interroger à propos de la patience des militaires brésiliens...

### **Cinq ans après...**

La guerre civile a commencé il y a déjà 5 ans en Syrie. Le conflit a provoqué la mort de près de 270 000 personnes, 1,5 millions de blessés, 5 millions de syriens ont fui leur pays, et environ 6 millions sont déplacées en Syrie. La situation est catastrophique, l'urgence est de plusieurs ordres : humanitaire, alimentaire, sécuritaire... Le pays est saigné par les milices jihadistes, les « seigneurs de guerre », les infrastructures sont détruites (l'eau courante est devenue un luxe dont peu profitent), le patrimoine archéologique est pillé. La Syrie est devenue un terrain d'affrontement entre les puissances régionales qui veulent imposer leur hégémonie.

Il y a 5 ans, le 11 mars 2011, le Japon était frappé par le terrible accident de Fukushima. Un séisme de magnitude 9 a entraîné un tsunami qui est à l'origine d'un accident nucléaire majeur, le plus important depuis Tchernobyl (1986). Les stigmates restent bien visibles, 15 000 morts et 160 000 personnes déplacées. La région de Fukushima-Daiichi n'a pas pu être reconquise complètement, même 5 ans après la catastrophe.

### **Les lignes géopolitiques mondiales bougent**

La Russie de Vladimir Poutine annonce qu'elle modifie son intervention militaire dans le cadre de la guerre en Syrie, ses objectifs ayant été atteints. La surprise est immense, comme l'avait été celle de son intervention à l'automne 2015. Vladimir Poutine montre qu'il est un vrai joueur d'échec. Son intervention en

Syrie lui a permis d'affermir le pouvoir de Bachar el-Assad, son allié - dont les troupes viennent de reprendre la cité de Palmyre - et surtout de remettre la Russie au cœur d'un « grand jeu » régional et mondial.

Le président Obama s'est rendu à La Havane, la première visite officielle d'un président américain depuis la crise des missiles de Cuba (1962). Cette visite a pour objectif d'accélérer le processus de normalisation des relations entre Washington et Cuba, et probablement de libéraliser l'île, y compris au niveau économique. Les intérêts sont immenses... Barack Obama se rendra bientôt en Argentine. L'Amérique latine semble revenir au sein des priorités de Washington.

### **L'Europe et la France innovent**

Les chantiers navals de Saint-Nazaire, STX, viennent de lancer, pour des essais, le plus grand paquebot du monde, le *Harmony of the Seas*, long de 362 mètres.

En 2015, 160 000 demandes de dépôt de brevet ont été enregistrées, presque 5% de plus qu'en 2014. Un dynamisme de bon augure, en outre l'Ile-de-France est la région européenne la plus innovante à cet égard, devant deux régions allemandes dont la Bavière.

*Copyright 31 mars 2016-Degans/Diploweb.com*

---

**Plus**

**Les synthèses annuelles des Actualités internationales**

**Point d'actualité internationale de février 2016**

---

### **Actualité internationale de l'année 2015**

Dans un monde d'information continue où les nouvelles s'empilent, la rubrique *Actualité internationale* sur *Diploweb.com* vous propose chaque mois de décrypter le monde dans lequel nous vivons à travers le prisme de la géopolitique. Une sélection d'informations les plus marquantes pour bien saisir les grandes lignes du début du XXIème siècle, un travail issu de celui réalisé avec les étudiants préparatoires d'ECS qui met en perspective les derniers événements non encore analysés dans les manuels. **Un véritable bonus pour les concours !**

Ce volume *Actualité internationale* rassemble les synthèses de janvier à décembre 2015.



**A. DEGANS, Actualité internationale 2015**

Copyright Degans/Diploweb.com

Les références de cet ouvrage sont : Axelle Degans, *Actualité internationale 2015*, éd. *Diploweb.com*, 2016. ISBN : 979-10-92676-07-5

Bonne lecture ! Axelle Degans

## 4/2016 Actualité internationale

Synthèse de l'actualité internationale d'avril 2016

dimanche 1er mai 2016, par *Axelle DEGANS*

**Que retenir d'avril 2016 ? Voici une synthèse de l'actualité internationale d'avril 2016 qui sera fort utile à tous ceux qui veulent disposer d'un point de l'actualité géopolitique ou préparent les oraux des concours. Pour ne rien manquer, le mieux est de s'abonner gratuitement à notre Lettre d'information.**

### Le temps des scandales

En Afrique du Sud, le président Jacob Zuma a été reconnu coupable de violation de la Constitution par la Cour constitutionnelle, d'avoir utilisé des fonds publics - environ 15 millions d'euros - pour rénover sa résidence privée. L'opposition appelle à sa démission, mais il semble seulement enclin à rembourser une partie des sommes litigieuses. Une procédure de destitution est peu réaliste, à contrario de ce qui se passe actuellement au Brésil, car l'ANC est majoritaire derrière un président issu de ses rangs. La situation est très différente au Brésil.

Au Brésil, la présidente Dilma Rousseff est menacée de destitution dans le cadre du vaste scandale politico-financier autour de Petrobras, compagnie pétrolière brésilienne qu'elle a dirigée. Celui-ci éclate dans un contexte économique dégradé, une récession à laquelle il faut ajouter un taux de chômage à 10% ; la firme Petrobras a licencié, à elle seule, 170 000 salariés en deux ans. Contrairement à Jacob Zuma, Dilma Rousseff gouverne avec une coalition au sein de laquelle elle perd progressivement tous ses soutiens, sa destitution est donc envisageable.

### L'Etat islamique recule...

En Irak, environ 1 500 prisonniers ont été libérés de Daech qui recule dans les régions d'Al-Anbar et Ramadi. La population civile reprend lentement possession de son territoire.

En Syrie, l'armée loyaliste de Bachar el-Assad avance à partir de Palmyre, reprise il y a peu. La prise de Qaryatain ouvre la voie entre la capitale Damas et les zones orientales riches en hydrocarbures, à l'Est du pays. Daech a attaqué au gaz moutarde l'armée syrienne.

La population d'Alep est soumise à un intense bombardement, prise en étau entre les forces gouvernementales d'un côté et les « rebelles » - un mouvement hétéroclite qui va des modérés jusqu'au salafistes - de l'autre. La situation est très détériorée.

## **Une recomposition géopolitique et géoéconomique au Proche et Moyen-Orient**

Ankara se rapproche de nouveau de Tel-Aviv, après s'en être éloigné depuis 2010. Tous deux craignent les conséquences de la guerre en Syrie, comme le retour sur la scène internationale de l'Iran. Israël retrouve ainsi son rare allié dans sa région.

En Arabie saoudite, le roi Salman reçoit Obama dans un contexte de tension (montée en puissance de l'Iran), le Congrès américain étudie la possibilité de juger la responsabilité de Riyad dans les attentats du 11 septembre.

Le marché du pétrole est aussi très tendu avec un brut dont le cours est passé sous la barre des 50 \$ le baril. L'Arabie saoudite annonce un nouveau fonds souverain de 2 000 milliards de \$ d'ici 20 ans, financé notamment par la vente de 5% de l'Aramco, la très riche et puissante compagnie pétrolière saoudienne, le tout pour préparer l'après-pétrole. L'objectif est aussi de conserver le leadership régional menacé par le retour sur la scène internationale et régionale de l'Iran.

## **Une situation politique tendue en Amérique latine**

Au Pérou, le président Ollanta Humala ne peut plus se représenter aux élections. La présidentielle oppose notamment Keiko Fujimori - dont le père ancien président péruvien est actuellement en prison - à et Pedro Pablo Kuczynski, ancien premier ministre. Le second tour des présidentielles se déroulera début juin.

Au Venezuela, le bras de fer entre le président Maduro et l'opposition qui a remporté les élections législatives continue. Le Haut-commissaire de l'ONU aux droits de l'homme a pris position pour l'amnistie des opposants politiques emprisonnés. La situation est très délicate comme le révèlent le surprenant plan d'économie d'énergie - dans un pays pétrolier qui sur le papier dispose d'importantes réserves dans le delta de l'Orénoque - qui rationne l'électricité dans la partie la plus densément peuplée du pays, mais aussi et surtout les queues de plusieurs heures pour acheter des denrées alimentaires de base (farine, riz...) ; la situation sociale est explosive. Il faut se souvenir que le Venezuela était l'un des pays les plus industrialisés du continent latino-américain au début du XXème siècle...Le président Maduro pourrait être révoqué pour incapacité à diriger le

pays à l'issue d'un referendum que souhaite organiser au plus tôt l'opposition qui affirme avoir déjà collecté environ un million de signatures.

Au Brésil comme au Venezuela, la démocratie semble s'enraciner, même si c'est dans la douleur.

### **Une « renaissance » de l'Argentine ?**

Buenos Aires a récemment changé de président et remboursé ses dettes. Aujourd'hui un procès retentissant aboutit à la condamnation d'un chef d'entreprise et de trois anciens policiers pour crime contre l'humanité. Ainsi, 40 ans après le début de la dictature de sinistre mémoire de Jorge Videla, l'Argentine essaie d'apurer ses comptes avec son sombre passé. Ce procès est peut-être le début d'une ère qui en comptera beaucoup d'autres : l'armée n'est plus la seule accusée, les entreprises se sont aussi rendues complices de la dictature en dénonçant des syndicalistes, en acceptant des centres de rétentions au sein de leurs murs... L'association des Grand-mères espère toujours retrouver les centaines d'enfants volés par la dictature. Le président américain Obama, en visite dans le pays, s'est engagé à déclassifier des documents américains « sensibles » concernant la dictature argentine.

Après avoir réglé récemment le contentieux qui l'opposait aux « fonds vautours », l'Argentine a pu retourner sur les marchés financiers et vient de lancer un emprunt de 68 milliards de dollars, à un taux de 7,5% sur 10 ans, ce qui est remarquable quand on connaît le passif financier du pays et l'inflation qui tourne autour de 30% aujourd'hui.

Cette bonne nouvelle financière est concomitante de la mise en cause du président argentin dans le cadre du scandale « *Panama papers* ».

### **En Europe, la question migratoire est loin d'être réglée**

Les îles grecques ont vu l'expulsion vers la Turquie de plusieurs centaines de migrants arrivés illégalement sur le territoire hellène, en vertu de l'accord signé avec Ankara sous la pression de la chancelière allemande. Les fonctionnaires grecs sont en peine de gérer des migrants qui, pris de panique, quittent leur lieu d'accueil. Amnesty International accuse la Turquie de refouler les Syriens vers leur pays natal. Le chaos n'est pas loin, alors que l'Union européenne ne s'est honorée en rien en signant cet accord, qui ne règle nullement la question migratoire en provenance d'Afrique du Nord. Depuis le début de l'année 2016, l'Italie enregistre une augmentation de 80% de l'arrivée de migrants économiques, en provenance d'Afrique (près de 25 000).

Matteo Renzi, premier ministre italien, a proposé des « UE-Africa bonds » pour

financer en Afrique des projets de développement économique en échange d'un meilleur contrôle des flux migratoires. De nombreux pays européens ont adhéré à ce projet, mais pas l'Allemagne qui ne veut pas de déficits supplémentaires et préfère une taxe à l'échelle de l'Europe sur l'essence pour financer l'accueil des migrants.

Rome s'indigne de la volonté autrichienne d'ériger une « barrière » qui fermerait le col du Brenner aux flux migratoires, dénonçant une résolution « *portant un coup dur aux valeurs de l'Europe* ». Il est évident que si une telle barrière devait exister, elle ne manquerait pas de jouer un rôle de goulet d'étranglement sur les flux routiers et menacerait près du quart des exportations italiennes.

### **Une Europe déstabilisée**

A l'heure d'un possible Brexit, les Pays-Bas ont organisé un référendum sur un traité d'association entre l'Union européenne et l'Ukraine. Les Néerlandais se sont prononcés (64% des votes), par voie référendaire, contre ce traité accepté par déjà 27 membres de l'Union et le Parlement européen. Au-delà de l'Ukraine, il faut voir dans ce vote un rejet de la politique de l'Union européenne.

En Espagne, la crise politique issue des élections législatives continue : les partis politiques ne parviennent pas à s'entendre : de nouvelles élections sont probables le 26 juin 2016.

Le torchon brûle entre Berlin et la Banque centrale européenne (BCE). L'Allemagne s'oppose à ce que la BCE utilise davantage d'argent public - la « monnaie hélicoptère » qui arrose les marchés - elle lui répond en mettant en avant son indépendance.

Norbert Hofer, du parti d'extrême droite FPÖ arrive en tête au 1er tour des élections présidentielles autrichiennes. C'est la confirmation de la vague populiste en Europe, elle traduit une défiance vis-à-vis de l'Union européenne libérale, un désir de retour à davantage de souveraineté (un retour aux frontières dans l'Europe de Schengen sans frontières ?) et une inquiétude face aux flux migratoires...



**Carte des extrêmes droites et droites radicales dans les pays de l'UE**

Le Parlement européen vient de voter une directive sur le secret des affaires, pour s'attaquer au réel problème qu'est celui de l'espionnage industriel qui concernerait près du quart des entreprises européennes. Ce vote, hasard du calendrier, intervient au moment où les lanceurs d'alerte sont sous le feu de l'actualité avec les scandales « *Panama papers* » et « *Luxleaks* ». C'est d'ailleurs au Luxembourg qu'a lieu le procès contre ceux qui ont révélé le « *Luxleaks* » - Antoine Delcourt et Raphaël Halet - ils sont accusés de vol d'informations et de diffusion de secrets d'affaires... Le prix du citoyen européen du Parlement européen a été décerné à Antoine Delcourt en 2015 pour avoir dénoncé les multinationales qui profitaient d'une législation fiscale des plus « accommodantes » du Luxembourg pourtant au cœur de l'Union européenne... et dirigé par Jean-Claude Juncker - entre 1995 et 2013 - avant qu'il ne devienne président de la Commission européenne. Le dumping fiscal est une plaie de l'Europe communautaire.

Le président Obama s'est notamment rendu au Royaume Uni où il a pris publiquement position contre le Brexit, et en Allemagne où il a vanté les vertus du traité transatlantique, ainsi que celles de la chancelière « *elle est du bon côté de l'Histoire* » a-t-il ainsi déclaré. Après la signature de l'accord transpacifique fin 2015, Obama souhaite que cet accord de libre-échange qui lierait les deux rives de l'Atlantique Nord - un « *Otan économique* » - voit le jour avant la fin de son mandat, ce qui permettrait de terminer sur une belle victoire. Les réticences européennes sont aujourd'hui plus vives après les révélations de l'écoute des chefs d'Etat européen par la NSA, le scandale Volkswagen qui a éclaté aux Etats-Unis au moment où la firme allemande est devenue le leader mondial de son secteur. E. Valls n'a pas caché ses réticences et le président américain craint qu'un Brexit ne ralentisse la signature d'un tel accord, comme la possibilité qu'il soit le début du détricotage d'une Europe très atlantiste et libérale. Les Européens sont aujourd'hui plus perplexes face à la signature de cet accord, y compris en Allemagne où - d'après un sondage de la Fondation Bertelsmann - 55% y étaient favorables il y a deux ans mais seulement 17% désormais.

### **Le scandale « Panama papers »**

Des journalistes d'investigation rendent public des documents sur des comptes off-shore impliquant des hommes politiques (Arabie saoudite, Argentine, Brésil, Islande Royaume Uni, Ukraine...), des proches du pouvoir politique (Azerbaïdjan, Chine, Maroc, Russie...), des sportifs de haut niveau ... tout cela alors que le Panama vient d'être retiré de la liste grise des paradis fiscaux. Il s'agit

probablement d'un scandale de fraude fiscale voire de détournement d'argent public, les conséquences seront nombreuses : la chute du gouvernement islandais,... Ce scandale nous aide à mieux comprendre pourquoi il est si difficile de mettre en place une régulation de la mondialisation « grise »... Le G20 définit une liste de pays qualifiés de « non coopératifs » contre la fraude fiscale.

### **Une montée en puissance de l'influence chinoise**

Pékin vient de rendre opérationnel un système chinois de cotation de l'or en yuan. Depuis l'automne 2015 la monnaie chinoise appartient au panier de devise utilisé par le FMI, cette nouvelle mesure ne fait que renforcer l'internationalisation de cette monnaie. Cette décision est prise car la Chine est l'un des plus importants consommateurs d'or au monde, elle s'opère en plus au moment où le cours de l'or remonte.

Cette affirmation de la puissance chinoise n'est pas seulement monétaire. Elle est aussi largement militaire - ce qui ne cesse d'inquiéter les voisins de l'empire du Milieu - mais aussi politique car Xi Jinping , qui mène une opportune lutte contre la corruption qui touche d'abord ses challengers, s'est présenté sous les atours du commandant en chef de l'armée populaire de libération.

### **Du nouveau dans les airs**

L'avion Solar Impulse 2 vient de terminer sa traversée du Pacifique. Parti d'Abu Dhabi, il a rejoint San Francisco en 62 heures, avec escales, mais sans carburant. Une révolution !

Airbus annonce avoir sorti son premier avion « made in America », un A321 fabriqué aux Etats-Unis (à Mobile) pour la compagnie américaine JetBlue. Cette chaîne de fabrication sur le sol américain est un moyen pour la firme européenne d'obtenir des contrats outre-Atlantique, mais aussi de fabriquer en « zone dollar » ce qui est intéressant quand l'euro à un niveau élevé. Cela pose néanmoins la question des emplois, dans un pays qui comme la France, est touché par la désindustrialisation. Ainsi, le diagnostic du géographe François Bost (Université de Reims Champagne-Ardenne) sur la désindustrialisation du pays est confirmé par la publication d'une nouvelle étude de l'INSEE : la part de la valeur ajoutée dans la production manufacturière est passée de 22.3% en 1970 à 11.2% en 2014 la baisse est très marquée entre 2000 et 2007, la part de l'emploi industriel est passé de 23% en 1970 à 10% en 2014, c'est bien sûr lié à l'externalisation des tâches de l'entreprise, c'est néanmoins inquiétant car l'industrie est au cœur de la Recherche-développement.

## La construction navale se redresse en France

La société MSC Croisières vient de signer un contrat pour la construction de 4 navires, des « géants des mers ». Le contrat s'éleverait à 4 milliards d'euros. Une très bonne nouvelle pour les chantiers de Saint-Nazaire, car cela représente environ 17 millions d'heures de travail.

La France vient de signer, grâce à la DCNS, un contrat "historique" de 34 milliards d'euros, mais seulement 8 milliards pour la DCNS... sous-traitance oblige... Il porte sur la construction de 12 sous-marins Barracuda... tous fabriqués en Australie ! Ce contrat assure du travail pour 4 000 personnes de la DCNS mais aussi 50 ans de maintenance et de formation. L'Australie a choisi la France, non seulement en raison de la grande qualité du matériel et du savoir-faire français, mais aussi parce que géopolitiquement c'est un partenariat plus acceptable par la Chine (l'Australie modernise sa flotte car l'agressivité de la Chine l'inquiète) qu'un lien stratégique de 50 ans avec le Japon... qui espérait le contrat ! France et Australie sont déjà partenaires dans la sécurisation de l'océan Indien. Ce contrat s'accompagne de transferts de technologies. L'Arabie saoudite a fait savoir que désormais les contrats d'armement qu'elle signera devront aussi donner lieu à des transferts de technologies.

Avril 2016-Degans/Diploweb.com

---

### Plus

#### Les synthèses annuelles des Actualités internationales

#### **Point d'actualité internationale de mai 2016**

#### Point d'actualité internationale de mars 2016

---

### **Actualité internationale de l'année 2015**

Dans un monde d'information continue où les nouvelles s'empilent, la rubrique *Actualité internationale* sur *Diploweb.com* vous propose chaque mois de décrypter le monde dans lequel nous vivons à travers le prisme de la géopolitique. Une sélection d'informations les plus marquantes pour bien saisir les grandes lignes du début du XXIème siècle, un travail issu de celui réalisé avec les étudiants préparateurs d'ECS qui met en perspective les derniers événements non encore analysés dans les manuels. **Un véritable bonus pour les concours !**

Ce volume *Actualité internationale* rassemble les synthèses de janvier à décembre

2015.



**A. DEGANS, Actualité internationale 2015**

Copyright Degans/Diploweb.com

Les références de cet ouvrage sont : Axelle Degans, *Actualité internationale 2015*, éd. *Diploweb.com*, 2016. ISBN : 979-10-92676-07-5

Bonne lecture ! Axelle Degans

## 5/2016 Actualité internationale

Synthèse de l'actualité internationale de mai 2016

mercredi 1er juin 2016, par *Axelle DEGANS*

**Que retenir de mai 2016 ? Voici une synthèse de l'actualité internationale de mai 2016 qui sera fort utile à tous ceux qui veulent disposer d'un point de l'actualité géopolitique ou préparent les oraux des concours. Pour ne rien manquer et réussir la dernière ligne droite, le mieux est de s'abonner gratuitement à notre Lettre d'information.**

### Le sort des urnes

En Iran, les réformateurs ont remporté les élections législatives de mai 2016, mais ils ne disposent pas de la majorité même en s'alliant aux modérés de Rohani.

Au Congo, après la réélection, le président Denis Sassou-Ngesso renouvelle les ministres, et nomme 8 femmes. Probablement un changement dans la continuité, même si des dignitaires du régime ont été écartés du pouvoir.

Aux Philippines, Rodrigo Duterte est élu à la présidence après avoir proposé l'exécution de milliers de criminels. Un discours populiste qui a visiblement plu.

A Londres le conservateur Boris Johnson ne s'est pas présenté pour un troisième mandat. En pleine interrogation sur le possible Brexit, 57% des londoniens ont porté leur choix sur le travailliste Sadiq Kahn : c'est le premier maire musulman de Londres. Une capitale où près de 40% des habitants sont nés à l'étranger

### L'Amérique latine dans la tourmente...

Au Brésil, le taux de chômage atteint presque 11% au premier trimestre 2016. C'est dans ce contexte économique dégradé que la présidente Dilma Rousseff, accusée de corruption (scandale qui rattrape aussi l'ancien président Lula, le père de la « renaissance brésilienne » du XXIème siècle) est destituée par le sénat. Il faut savoir que, selon l'institut Atlas Politico, 60% de ces mêmes sénateurs sont poursuivis pour corruption, blanchiment d'argent, manipulations électorales... Michel Temer devient président par intérim pendant les 180 jours de la mise à l'écart de Dilma Rousseff.

Au Venezuela, la situation continue à se dégrader avec une inflation probablement supérieure à 700%, les produits de première nécessité manquent,

les coupures d'eau et d'électricité sont quotidiennes. Un bras de fer oppose le président Maduro - héritier de Chavez - à l'opposition qui ne parvient pas à se constituer de façon unitaire. Le Venezuela est au bord de l'implosion sociale, comme en témoigne la situation de Caracas devenue l'une des villes les plus dangereuses à l'échelle mondiale... La population se fait désormais justice elle-même et les lynchages se multiplient. La grande corruption de la police et de la justice explique aussi cette montée angoissante du niveau de violence dans un pays dans l'impasse. Nicolas Maduro a déclaré l' « état d'urgence économique », alors que l'opposant Henrique Capriles appelle l'armée à la désobéissance. Les émeutes à Maracaibo, deuxième ville du pays et capitale économique, montrent que le pays est au bord de la guerre civile.

Porto Rico vient de se déclarer en faillite faute de n'avoir pu honorer une créance de 470 millions de dollars. Cette île associée aux Etats-Unis s'est lancée dans une fuite en avant dans l'endettement. San Juan doit faire face à une nouvelle échéance de 2 milliards de dollars pour le mois de juillet 2016. Le Congrès américain autorise l'île à restructurer sa dette de 70 milliards de dollars pour la sortir de l'impasse.

### **L'instabilité perdue en Orient**

L'Irak a de nouveau été en mai 2016 le siège d'attentats particulièrement meurtriers perpétrés par l'EI. La population civile a investi la zone verte de Bagdad, l'une des plus sécurisée du pays, demandant des actions concrètes contre la corruption, autre gangrène du pays.

La Syrie a été la cible d'une série d'attentats meurtriers qui ont fait 145 morts sur la côte, région Alaouite, minorité religieuse à laquelle appartient la famille El Assad. L'EI subit une double offensive, Al Nostra, la branche syrienne l'Al Qaida, essaie de lui enlever Raqqa alors qu'une vaste offensive menée par les troupes fédérales irakiennes, avec appui américain se déroule Falloujah.

Un Airbus d'Egyptair, qui reliait Paris au Caire, s'est crashé en Méditerranée avec une soixantaine de personnes à son bord. L'hypothèse de l'attentat semble à considérer. Cela ne manquera pas de fragiliser le secteur touristique égyptien déjà très éprouvé et si important pour l'économie égyptienne.

### **Une redéfinition des relations en Asie**

Tsai Ing-wen, la nouvelle présidente taïwanaise indépendantiste, veut un maintien du statut quo et non pas une évolution vers une seule Chine. Sa marge de manœuvre est pourtant ténue, car les économies de la République populaire de Chine et de Taïwan sont imbriquées. En effet, la Chine reçoit 40% des

exportations taiwannaises. Tsai Ing-wen a appelé, lors de son discours d'investissement, à un « dialogue positif », mais Pékin a mis en garde celle qu'elle considère comme une île rebelle, contre tout dessein d'indépendance. Pékin qui a récupéré Hong Kong et Macao entend faire de même avec Taiwan. Hong Kong qui bénéficie d'un statut particulier jusque 2047, se fait rappeler à l'ordre régulièrement par Pékin. Un message clair pour tous.

Les Etats-Unis viennent de lever l'embargo sur les armes pour le Vietnam, imposé après la défaite de 1975. Il s'agit d'une normalisation des relations entre les deux Etats, alors que la pression de Pékin s'accroît en mer de Chine méridionale. Le Vietnam participe aux accords transpacifiques, développant une nouvelle diplomatie en direction de Washington, pour trouver un contrepoids à Pékin.

### **TTIP : les révélations de Greenpeace**

Pour qui la mondialisation est-elle « heureuse » ? Après les révélations de lanceurs d'alerte qui ont produit le scandale « Panama papers » en avril 2016, Greenpeace livre sur la place publique des textes secrets des négociations en cours concernant les accords transatlantiques. L'ONG nous apprend que le principe de précaution n'apparaît pas dans ces négociations. C'est une moins value par rapport au GATT qui reconnaissait la règle d'exception générale autorisant les Etats à réglementer pour « protéger les êtres humains, les animaux et la santé des plantes » voire « la conservation des ressources naturelles non renouvelables ». Ces révélations soulignent aussi le fossé qui sépare Européens et Américains dans de nombreux domaines (marchés publics, droits de douanes, mesures phytosanitaires et sanitaires, agriculture...). Dans ce dernier cas, l'Union européenne réclame la disparition de certaines appellations américaines qu'elle estime usurpées comme « Bourgogne ». La négociation que mène l'Union européenne est collective, elle ne peut être interrompue par un seul Etat membre, même la France.

### **Le chemin des présidentielles américaines...**

Côté républicain, la candidature de Donald Trump est claire. Il a pris le parti de force, contraignant ses adversaires au retrait du fait de leur peu de popularité. Les oppositions internes sont pourtant fortes, à commencer dans le clan Bush. Le milliardaire se présente comme le candidat anti-establishment ce qui indispose un nombre certain de Républicains, inquiets en outre par la teneur des discours de Trump, au point d'envisager de voter Hillary Clinton. Côté démocrate, la candidature d'Hillary Clinton, sa personnalité très froide, son passé de première dame et donc de tenante de l'establishment, exaspère une partie des démocrates, et de nombreux soutiens de Bernie Sanders - qui a refusé de retirer sa

candidature -annoncent qu'ils préféreront voter Trump que Clinton...

Les deux grands partis sortiront fragilisés par cette élection présidentielle qui porte les stigmates de la crise née des *subprimes* qui a accru les inégalités internes aux Etats-Unis. Un vote par défaut ? La dénonciation des accords - ou de leur négociation - de libre-échange transpacifique et transatlantique fait recette parmi les partisans de Trump et Sanders, cela mérite à minima réflexion. L'année 2016 s'est ouverte sous des auspices moins favorables qu'en 2015 (décélération de la croissance économique, de la création d'emplois...), l'inquiétude de la classe moyenne se renforce, alors que 80% des Américains n'ont pas retrouvé leur niveau d'avant crise. Une défiance nouvelle vis-à-vis de la mondialisation au cœur même des Etats-Unis ? La montée des populismes n'est pas que l'apanage de l'Europe...

### **Un petit air de paix froide**

L'OTAN vient de déployer des missiles anti-missiles en Pologne sur la base de Redzikowo, Vladimir Poutine estime que c'est une violation des accords de 1987 URSS-Etats-Unis. Washington affirme, sans convaincre Moscou, que le système Aegis est tourné contre l'Iran, alors que les Américains viennent de renouer des relations avec Téhéran. L'OTAN, sous l'impulsion des Etats-Unis réunit certains voisins de la Russie : l'Islande, le Danemark, la Finlande, la Suède et la Norvège, pays inquiets depuis l'annexion de la Crimée par Moscou.



#### **Carte. Les élargissements de l'OTAN post-Guerre froide**

Légende et carte conçues par Pierre Verluise, carte réalisée par Matthieu Seynaeve pour *Diploweb.com*

La Russie a fait savoir qu'elle ne resterait pas sans réagir à une nouvelle extension de l'OTAN en Europe.

### **Le temps des symboles**

Le président Obama s'est rendu en mai 2016 à Hiroshima, dans le cadre de la réunion du G7. Le symbole est puissant pour cette ville, première victime de la bombe atomique qui a fait 140 000 victimes le 6 août 1945. Il ne s'est pas excusé pour l'usage de la bombe, et a de nouveau plaidé pour un monde sans armes nucléaires.

Hissène Habré, ancien président du Tchad entre 1982 et 1990, vient d'être reconnu coupable de crimes contre l'humanité et condamné à la prison à perpétuité par le tribunal spécial africain qui siège à Dakar.

### **Des succès français**

Le groupe Renault-Nissan va déboursé un peu moins de 2 milliards d'euros pour prendre le contrôle de son rival asiatique Mitsubishi, grand spécialiste des 4x4. Cela montre la bonne santé du groupe dirigé par Carlos Ghosn, mais c'est en fait Nissan qui réalise cette opération. Racheté par Renault en 1999, Nissan est aujourd'hui plus dynamique que la marque au losange.

Les chantiers de Saint-Nazaire - STX France - viennent de sortir le plus grand paquebot de croisière le *Harmony of the seas* : 360 mètres de long, 72 mètres de hauteur pouvant accueillir plus de 300 passagers. STX France enregistre de nouvelles commandes et doit livrer 14 paquebots d'ici 2026, une bonne nouvelle pour l'emploi.

### **Un peu de clarté dans un monde opaque ?**

Après le scandale du « *Panama papers* » et en plein jugement du « *Luxleak* » [les paradis fiscaux](#) que sont Bahreïn, le Liban, Nauru, Vanuatu et Panama se sont engagés auprès de l'OCDE à échanger des données fiscales. Si cette démarche va dans le bon sens, il faut quand même avoir conscience que les paradis fiscaux servent d'abord les intérêts des plus riches - personnes privées, entreprises comme Etats - le Luxembourg n'engage-t-il pas des poursuites judiciaires contre ceux qui ont révélé l'ampleur des détournements fiscaux en plein cœur de l'Europe communautaire ? Une étude universitaire menée par Stefan Zeume, Hannes Wagner et James O'Donovan montre que les marchés financiers ont sanctionné les entreprises mises en cause dans le scandale *Panama papers*. Cela s'est traduit par la disparition de 0,64% des 67 000 milliards de dollars de leur capitalisation boursière de décembre 2015. Les grands investisseurs institutionnels ont commencé à réagir, comme le fonds souverain norvégien attaché à l'éthique de ses placements. On peut donc être optimiste, mais pas aveugle pour autant, les paradis fiscaux sont très nombreux : Delaware (Etats-Unis), City londonienne (Royaume-Uni) en tête.

Le Trésor américain vient de lever le secret sur les avoirs américains détenus par l'Arabie saoudite ; Alors que certains estimaient que Riyad détenait plus de 700 milliards de dollars de la dette américaine, vrai pouvoir sur Washington notamment en cas d'enquête sur les responsabilités concernant les attentats du 11 septembre 2001, il s'avère qu'elle en détient environ 117 milliards. C'est bien sûr une somme considérable, mais qui n'a rien à voir avec les actifs détenus par

les puissances asiatiques - 1 245 milliards pour Pékin et 1 137 pour Tokyo - son pouvoir d'action est donc limité.

Copyright 31 mai 2016-Degans/Diploweb.com

---

**Plus**

**Les synthèses annuelles des Actualités internationales**

**Point d'actualité internationale de juin 2016**

**Point d'actualité internationale d'avril 2016**

---

## **Actualité internationale de l'année 2015**

Dans un monde d'information continue où les nouvelles s'empilent, la rubrique *Actualité internationale* sur *Diploweb.com* vous propose chaque mois de décrypter le monde dans lequel nous vivons à travers le prisme de la géopolitique. Une sélection d'informations les plus marquantes pour bien saisir les grandes lignes du début du XXIème siècle, un travail issu de celui réalisé avec les étudiants préparatoires d'ECS qui met en perspective les derniers événements non encore analysés dans les manuels. **Un véritable bonus pour les concours !**

Ce volume *Actualité internationale* rassemble les synthèses de janvier à décembre 2015.



**A. DEGANS, Actualité internationale 2015**

Copyright Degans/Diploweb.com

Les références de cet ouvrage sont : Axelle Degans, *Actualité internationale 2015*, éd. *Diploweb.com*, 2016. ISBN : 979-10-92676-07-5

Bonne lecture ! Axelle Degans

## **6/2016 Actualité internationale**

Synthèse de l'actualité internationale de juin 2016

vendredi 1er juillet 2016, par Axelle DEGANS

**Que retenir de juin 2016 ? Voici une synthèse de l'actualité internationale de juin 2016 qui sera fort utile à tous ceux qui veulent disposer d'un point de l'actualité géopolitique.**

### **La situation reste tendue au Moyen-Orient**

En ce mois de juin 2016, les tensions sont très vives au Bahreïn où la population à majorité chiite est dirigée par une dynastie sunnite. La décision de durcir la peine d'un leader de l'opposition chiite, Nabil Rajab, les alimente. Bahreïn semble vouloir interdire purement et simplement l'opposition chiite.

Au Yémen, des attentats ont fait une quarantaine de morts à Moukalla (Hadramout), fief d'Al Qaida. Ils ont été revendiqués par Daech. Les raids aériens de la coalition arabe sous commandement saoudien menés dans la province de Taëz ont fait plus de 80 morts, ils visent les rebelles houtistes, mais les erreurs (civils, militaires yéménites) sont nombreuses.

En Irak, la ville de Fallouja aux mains de Daech depuis janvier 2014 a été reprise par l'armée irakienne.

En Libye, l'armée encerme désormais la ville de Syrte aux mains de Daech, les combats sont acharnés, les voitures piégées explosent.

### **Les attentats et la pression islamiste continuent**

Istanbul est de nouveau le théâtre de plusieurs attentats - 4 depuis janvier 2016. Après celui de début juin et la mort d'une dizaine de personnes, celui du 28 juin 2016 a un bilan est bien plus lourd (une quarantaine de morts et plus de 200 blessés). En visant l'aéroport Atatürk, les terroristes attaquent le symbole d'un pays ouvert sur le tourisme international. Le président Erdogan y trouve légitimation de la politique plus répressive.

Au Niger, Boko Haram a pris possession d'une petite ville du sud-est du pays - Bosso - provoquant le déplacement de quelque 50 000 personnes.

Les Etats-Unis font de nouveau face à un attentat de nature islamiste. Un terroriste a ouvert le feu à l'arme automatique dans une boîte gay à Orlando

(Floride) provoquant la mort de 49 personnes. Les Américains sont sous le choc.

### **Partir ou rester...**

La campagne électorale autour du referendum a été des plus virulentes, allant même jusqu'à l'assassinat, pour ses idées politiques, de la députée Jo Cox favorable au « in ». Cette campagne a donné tribune aux partisans du Brexit qui ont pu détailler leurs arguments sur la place publique. Leurs principaux arguments concernent la politique migratoire (mieux contrôler le nombre de personnes arrivant d'Europe de l'Est en adoptant le système australien plus sélectif et restrictif), les dépenses liées aux contributions à l'Union européenne et le retour à davantage de souveraineté. Les tenants du « in » arguent que le Brexit serait un saut dans l'inconnu qui coûterait très cher aux Britanniques dont l'économie est très liée à celle de l'Union européenne, la City est contre le Brexit. Au-delà des arguments populistes et fallacieux de part et d'autre, un clivage se révèle au grand jour entre ceux qui se perçoivent comme les « perdants » de l'évolution socio-économique récente - plutôt les gens modestes - et les « gagnants » mieux lotis financièrement. Il n'est pas sans rappeler les fractures qui existent en Europe et que chaque élection révèle cruellement. Il en est de même aux Etats-Unis où Donald Trump se pose en candidat anti-système, et donc anti-Clinton. En Europe, la demande d'un retour des frontières et de davantage de souveraineté se fait sur fond de crise migratoire majeure conjuguée avec une situation économique atone offrant un avenir anxiogène. Donald Tusk, président du Conseil européen, craint qu'un Brexit « *puisse non seulement marquer le début de la destruction de l'UE mais aussi de la civilisation occidentale* ».

Les Britanniques ne veulent pas d'une Europe supranationale, et ils ne sont pas les seuls.



### **Le Royaume-Uni vers le grand large...**

Le referendum du 23 juin 2016 au Royaume-Uni a déplacé 72% des électeurs, il est donc représentatif ; près de 52% des votants se sont prononcés pour le « *leave* », à la surprise des sondeurs. Il est encore trop tôt pour mesurer l'ampleur des

conséquences. Le premier ministre David Cameron restera désormais comme celui qui a fait sortir le royaume de sa majesté de l'Europe communautaire, alors qu'il a organisé ce referendum en militant pour le « in » ; une dramatique erreur politique. Il a annoncé sa prochaine démission, qui sera probablement effective à la rentrée.

Le Brexit est un saut dans l'inconnu. Il ne sera pas opérationnel en quelques semaines ni même quelques mois tant le Royaume-Uni est partie intégrante de l'Union européenne. Il faut redéfinir tous les liens - économiques, politiques, juridiques - entre Londres et l'Union, une tâche ardue. Si Londres a intérêt à avoir un statut de pays associé comme entre autres les membres de l'ancienne AELE - Norvège, Suisse - l'intérêt de l'Union n'est peut-être pas le même sous peine d'alimenter des désirs similaires en son sein (Frexit, Danexit ?).

Au niveau économique, le Brexit a provoqué une chute spectaculaire des marchés financiers - y compris la City contre le Brexit - une chute de la livre sterling qui a retrouvé sa valeur du milieu des années 1980. Le flou est immense. Certaines grandes entreprises - comme Airbus - pourraient être amenées à revoir leur plan d'investissement au détriment du Royaume-Uni, mais rien n'est acquis et il ne faut pas céder à un climat anxieux qui fait craindre à de nombreux britanniques une récession.

Au niveau politique, D. Cameron n'est pas pressé de lancer le Brexit, mais le dernier sommet de Berlin le presse de quitter l'Union, il a quitté le conseil européen qui se réunit désormais à 27. L'Ecosse, europhile, fait pression auprès de Bruxelles pour rester au sein de l'Union, et veut organiser un nouveau referendum pour quitter le Royaume-Uni. Si Bruxelles le permet cela risque de faire éclater les Etats-nations d'Europe, Espagne en premier lieu avec une Catalogne qui menace de quitter le giron espagnol, et renforcer les forces centrifuges au sein du continent. Il est loin d'être sûr que ce soit ce que les populations attendent de l'Europe... Les partis britanniques travailliste et conservateur sont en pleine crise. Xavier Bertrand, à la tête des Hauts de France, demande au président français de dénoncer les accords du Touquet (2003) qui fixent la frontière franco-britannique à Calais.

A un niveau géopolitique, le Royaume-Uni est l'une des grandes diplomaties européennes, avec la France. Les deux seules vraies armées en Europe sont l'armée française et l'armée britannique, le Brexit impose une redéfinition de la défense européenne. Cependant, le Royaume-Uni reste dans l'OTAN.

## **Toujours plus de libéralisation ?**

En pleine négociation des accords transatlantiques entre les deux rives de l'Atlantique Nord, se déroule une autre négociation, bien moins médiatisée, pour libéraliser les échanges de services : le TiSA ou *Trade in Service Agreement*. Cet Accord sur le commerce des services (ACS), initiative des Etats-Unis, doit permettre aux entreprises de fournir leurs services à des pays tiers, quand on sait que le tertiaire représente souvent plus de 75% du PIB des pays développés on mesure mieux l'ampleur de enjeux. L'Union européenne négocie avec la Suisse, la Norvège, l'Islande, le Liechtenstein, le Canada, les Etats-Unis, le Mexique, le Costa Rica, Panama, la Colombie, le Pérou, le Chili, la Turquie, Israël, Maurice, le Pakistan, Hong Kong, Taiwan, la Corée du Sud, le Japon, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Le champ des négociations couvre tous les services à l'exception de ceux qui relèvent de la compétence régaliennne (défense, police et justice) et du trafic aérien. Il est donc immense, ce qui rend encore plus étonnant le silence assourdissant qui accompagne ces négociations, les parlementaires des différents pays européens n'ont pas accès aux textes des négociations alors qu'ils représentent les citoyens de leur pays respectifs. Les Européens ne sont pas prêts à négocier trop en avant sur le domaine culturel... ce qui en dit long pour le reste. Certains estiment que c'est une formidable opportunité à saisir pour un pays comme la France qui est le 5ème exportateur mondial de services, d'autres s'inquiètent pour les services publics.

### **Des géants industriels allemands malmenés**

Volkswagen convaincu d'avoir triché sur les émissions polluantes de ses voitures diesel, après être devenu premier constructeur mondial, vient d'être condamné aux Etats-Unis à payer une amende de près de 15 milliards de dollars. Cette amende record n'éteint pas pour autant les poursuites judiciaires menées par la DoJ américaine, particulièrement sévère avec la firme allemande.

L'entreprise Kuka, pépite allemande spécialisée dans la fabrication de robots industriels, est rachetée par le chinois Midea. Ce symbole du *made in Germany* dans un de ses domaines de prédilection - les machines-outils - est racheté à la hauteur de 30% par son actionnaire chinois qui s'est engagé à maintenir jusque 2023 en Allemagne le siège social et des sites de production.

### **L'Europe face à ses contradictions...**

Suite à l'accord négocié par Angela Merkel le 18 mars 2016, l'Union a délégué en partie la gestion de la crise migratoire à son partenaire turc dont le président a pris un virage autoritaire bien loin des standards européens. Il est vrai que la

Grèce est depuis ce printemps moins sous pression migratoire, mais Ankara fait du chantage à Bruxelles réclamant désormais 6 milliards d'euros pour retenir les migrants, la fin des visas pour l'entrée des Turcs dans l'Union, une relance du processus d'adhésion. Le président Erdogan déclarant « *l'Union européenne a plus besoin de la Turquie que la Turquie n'a besoin de l'Union européenne* », au lendemain du Brexit il affirme vouloir organiser un référendum sur le processus d'adhésion à l'Union.

La justice européenne a donné raison à Londres dans sa volonté de restreindre les aides sociales à destination des immigrants venus d'UE. Cette décision va dans le sens de ce que l'Allemagne avait déjà mis en place pour lutter contre le « tourisme social ».

Bruxelles fait preuve de clémence face aux déficits français, et aujourd'hui portugais et espagnol. Le fait de ne pas sanctionner leur dérive budgétaire est condamnée par certains membres de l'Euroland comme les Pays-Bas, et plus généralement les pays d'Europe du Nord, qui y voient une grave remise en cause des fondements de Pacte de stabilité.

Dès l'année 2017 quatre bataillons supplémentaires de l'OTAN seront basés en Pologne et sur le territoire des pays baltes, face à la Russie, ce qui est mal perçu à Moscou comme d'ailleurs le déploiement d'un bouclier anti-missile en Pologne et en Roumanie. L'Europe de la défense reste sous l'égide de Washington. Depuis l'engagement du Brexit, cela semble plus vrai que jamais.

### **Le sort des urnes...**

En Autriche les résultats des élections présidentielles qui ont opposé le candidat vert Alexander Van der Bellen - sorti gagnant du scrutin - à Heinz-Christian Strache, leader du FPÖ. Ce dernier conteste le scrutin très serré et demande un recomptage des votes.

Les Suisses se sont prononcés massivement contre un revenu universel de 2260 euros (2500 francs suisses) par mois proposé pour réduire la pauvreté. Il aurait été financé par une élévation sensible de la TVA et une taxe prélevée sur les salaires, la différence entre les « petits salaires » et ceux qui ne travaillent pas aurait été faible.

En Italie, le parti de Matteo Renzi, actuel chef du gouvernement, a essuyé une sévère défaite aux élections municipales, au profit du Mouvement 5 étoiles (M5S) fondé par Beppe Grillo. La jeune Virginia Raggi -quasi inconnue jusqu'à cette élection - vient de ravir la mairie de Rome, la ville de Turin est aussi gagnée par le M5S. Ces élections témoignent du rejet des partis traditionnels par les citoyens italiens.

En Islande l'universitaire Gudni Johannesson (48 ans), sans étiquette politique, a remporté les élections présidentielles avec plus de 39% des votes exprimés.

Au Pérou, le candidat de centre-droit Pedro Kuczynski a remporté l'élection présidentielle face à Keiko Fujimori pourtant favorite dans les sondages. Cet ancien banquier de Wall Street ne bénéficie ni d'une large victoire ni d'un parlement qui lui est acquis. Le Pérou souffre de la décrue du cours des matières premières après une « décennie dorée » entre 2003 et 2013. Le nouveau président aura fort à faire pour relancer l'économie péruvienne.

### **Afrique entre espoir et désespoir**

Hissène Habré a été condamné, par le tribunal de Dakar, à la prison à vie pour crimes contre l'humanité et crimes de guerre ; quelques 40 000 personnes auraient été victimes de la répression qu'il a organisée durant son règne au Tchad.

Au Sud-Soudan, les combats ont repris dans la partie occidentale de ce jeune pays né en 2011, ils ont fait plus de 40 victimes. L'accord mettant fin à la guerre civile - débutée en 2013 - est des plus fragiles.

### **Le temps des prouesses**

La région Ile-de-France a déposé, l'année passée, plus de 7000 brevets à l'Office européen de brevets ce qui la classe en première position devant la Bavière. C'est donc une région française qui est la plus innovante d'Europe, ce qui permet à la France de se classer à la 4ème place mondiale.

Le projet pharaonique de l'élargissement du canal de Panama vient de s'achever. Commencé en 2007, il aura coûté près de 4 milliards de dollars et est équipé de gigantesques écluses de 427 mètres de long pour 55 mètres de large et 183 mètres de tirant d'eau. Il pourra désormais faire passer des « neo panamax » de 14 000 EVP (équivalent vingt pieds, soit un conteneur) ce qui révolutionnera les échanges entre l'Asie et la côte Est des Etats-Unis en faisant baisser les coûts de transport de près d'un tiers grâce à 15 jours de mer en moins entre New York et Shanghai. Une partie non -négligeable du commerce mondial transite par le canal de Panama : autour de 5% des conteneurs et des produits chimiques mais plus de 10% du blé. Les autorités panaméennes espèrent capter une part plus importante du commerce mondial avec l'élargissement du canal.

L'avion solaire Sola Impulse 2 a réussi sa traversée de l'Atlantique en un peu plus de 71 heures, uniquement grâce à l'énergie solaire.

*Copyright Juillet 2016-Degans/Diploweb.com*

---

**Plus**

**Point d'actualité internationale de juillet-août 2016**

**Les synthèses annuelles des Actualités internationales**

**Point d'actualité internationale de mai 2016**

## 7 et 8/16 Actualité internationale

Synthèse de l'actualité internationale de l'été 2016

jeudi 1er septembre 2016, par *Axelle DEGANS*

**Voici une synthèse de l'actualité internationale de l'été 2016 qui sera fort utile à tous ceux qui veulent disposer d'un point de l'actualité géopolitique, voire préparent un concours. Pour ne rien manquer, et recevoir nos alertes sur des documents importants, le plus simple est de s'abonner gratuitement à notre [compte twitter de veille géopolitique @diploweb](#)**

### Le cauchemar continue

L'attentat à l'aéroport Atatürk d'Istanbul du 28 juin 2016 qui a fait 43 morts et plusieurs dizaines de blessés, est suivi d'autres attentats revendiqués ou non par l'EI.

A Nice, le 14 juillet 2016, un camion fonce sur la foule venue assister au feu d'artifice et provoque la mort de plus de 80 personnes touchant un des symboles de l'art de vivre à la française - la côte d'azur - et un des secteurs économiques les plus dynamiques du pays. Plus de 250 personnes ont perdu la vie en France dans des attentats islamistes depuis ceux des 7, 8 et 9 janvier 2015. Ce bilan tragique pose la question de notre identité, des valeurs que nous défendons et voulons protéger, car il est impératif de ne pas se dénaturer dans la lutte antiterroriste, tout en se donnant les moyens d'y faire face, sans angélisme ou concessions. Il pose aussi la question du modèle d'intégration français quand on constate que les assassins d'un prêtre de 84 ans en banlieue rouennaise sont de jeunes français, qui ont grandi en France. Il est aussi temps de repenser à l'exposition médiatique de ces terroristes qui trouvent un triste, effrayant et pathétique « quart d'heure de gloire » (A. Wahrol) en commettant leurs méfaits. En ne communiquant ni sur leur photo, ni sur leur nom ils ne trouveront plus une notoriété qu'ils recherchent. A ce propos, Régis Debray offre une analyse intéressante dans une communication que l'on trouve sur Diploweb.

L'Allemagne est à son tour touchée par une série de 4 attentats qui frappent le Sud du pays, la semaine du 18 juillet 2016, provoquant la mort d'une dizaine de personnes. Ils ont été perpétrés par des migrants accueillis récemment dans le pays, ce qui n'est pas sans jeter le trouble.

En Irak, Bagdad est victime de plusieurs attentats, revendiqués par l'EI, qui causent la mort de plus de 250 personnes dans la communauté chiite, alors qu'en Arabie Saoudite, la ville sainte de Médine est aussi la cible d'un attentat suicide peu avant la fin du ramadan. Des attentats sont aussi perpétrés en Somalie, par les islamistes shebabs ou en Syrie dans la ville kurde de Qamichli par l'EI. L'Afghanistan n'est pas épargnée, l'attaque de l'université américaine de Kaboul en est le dernier exemple, pas plus que la Libye où les troupes pro-gouvernementales sont cependant entrées à Syrte tenue jusque là par l'EI.

### **Le Royaume Uni du Brexit change d'exécutif**

David Cameron, leader conservateur, qui restera dans l'Histoire comme celui qui organisé le referendum du Brexit, a certes sauvé l'unité de son parti politique, mais au prix du départ de son pays de l'Union européenne. Il est remplacé au 10 Downing Street début juillet 2016 par Theresa May, celle-ci nomme Boris Johnson -ancien maire de Londres et un des porte-parole du Brexit - aux Affaires étrangères. Ce dernier avait renoncé de façon surprenante à briguer le poste de premier ministre. Madame May, ancienne ministre de l'Intérieur, a la réputation d'être ferme et plutôt eurosceptique. Elle doit désormais mettre en œuvre le Brexit et gérer le dossier de l'immigration.

Londres, dont la monnaie s'est sensiblement dépréciée, mise sur un dumping fiscal pour attirer les entreprises... au détriment de ses partenaires européens. Ceux-ci font les yeux doux aux start-up financières jusqu'ici basées à la City, mais qui risquent désormais de perdre leur licence bancaire pour les autres pays de l'UE en y restant.

La Commission européenne a choisi le français Michel Barnier pour la représenter lors des négociations du Brexit. Encore faut-il que le Royaume-Uni active l'article 50 du traité de Lisbonne pour enclencher une procédure de retrait qui pourrait durer plus de deux ans.

### **L'Union européenne dans la tourmente...**

Alors que le Brexit relève du saut dans l'inconnu, la Slovaquie prend, à la suite des Pays-Bas, la présidence tournante de l'Union européenne pour six mois. Elle s'annonce difficile car le projet européen se délite sous la pression de la fragmentation, dont le Brexit est l'élément le plus visible, des difficultés économiques dont l'Union peine à se sortir, d'une crise migratoire à l'ampleur sans précédent et d'un possible élargissement à la Turquie - le 16ème chapitre de négociation vient d'être ouvert - dont une partie non négligeable des Européens,

et des Etats membres ne veulent pourtant pas. Les questions du projet communautaire, des frontières, de Schengen sont clairement posées.

L'agence de notation Standard and Poor's dégrade la note du Royaume Uni de AAA à AA et celle de l'Union européenne de AA+ à AA au lendemain du Brexit.

La défiance envers l'Union européenne se lit aussi dans le fait que l'accord économique et commercial global (AECG) signé en 2014 entre Bruxelles et Ottawa devra passer devant les parlements nationaux de tous les Etats - alors que la signature d'un accord commercial relève de la compétence communautaire - par crainte des réactions de l'opinion publique de l'UE peu après le Brexit.

Manuel Barroso, ex-président de la Commission européenne, devient conseiller la grande banque d'affaire américaine Goldman Sachs où il entre avec son carnet d'adresses. Si aucune règle n'a été malmenée, cette nouvelle n'en a pas moins déchainé les critiques en Europe sur la Commission qui a mauvaise presse, y compris pour sa manière de négocier l'accord de libre-échange transatlantique.

Le Pirée est...chinois ou presque. La firme Cosco Shipping en détient désormais 51%, suite à la privatisation de ce port grec poussée par les crédateurs de la Grèce.

Le Brexit pose déjà question : Londres annonce une baisse de son impôt sur les sociétés, Paris emboîte le pas le ramenant de 33 à 28%. Il pose aussi celle des accords de Lancaster House, qui concernent les deux seules réelles armées opérationnelles de l'UE : les armées française et britannique. Il est possible que le Brexit ne change rien au niveau stratégique, il est possible qu'il relance une Europe de la défense qui reste dépendante de l'OTAN dominée par les Etats-Unis. Nous verrons, l'avenir reste à écrire.

### **... mais qui se défend**

La Commission propose aux Etats membres de lutter contre les importations dont les prix sont curieusement faibles, c'est-à-dire de lutter contre le dumping, par exemple pour les aciers « laminés à froid » qui mettent à mal ce qui reste de la sidérurgie européenne, notamment en Italie ou au Royaume Uni. La Commission a même proposé des droits de douane rétroactifs. Les droits de douanes sur ces aciers sont désormais compris entre 18 et 35%. Une vraie révolution idéologique d'une Union européenne qui s'est montré jusque là très libérale.

Vient le temps de la redéfinition de nos relations commerciales avec la Chine. Plus de quinze ans après son adhésion à l'OMC, Bruxelles pourrait être tentée de considérer que l'empire du Milieu est une économie de marché - malgré toutes

les entorses pratiquées par l'Etat-parti - tout en conservant des mesures pour se défendre, autrement dit adopter une position commerciale unie et ferme après avoir accepté beaucoup. Ainsi Bruxelles vient de déposer une plainte auprès de l'OMC contre la politique de Pékin qui restreint l'exportation de matières premières - comme la bauxite, certaines terres rares - dont elle a le quasi monopole commercial. Ce virage de la politique commerciale communautaire correspond une attente forte de très nombreux Européens, et apparaît indispensable à l'heure du Brexit.

La ministre allemande Ursula von der Leyden a remis à la chancelière son « Livre blanc de la défense » et propose, après augmentation du budget de la Bundeswehr, de dynamiser l'Europe de la défense aux côtés de la France.

### **La Turquie en eau trouble**

Le 15 juillet 2016 la Turquie est secouée par un putsch organisé par une partie de l'armée (au nom de la constitution, des libertés et de la laïcité) particulièrement malmenée par Recep Erdogan. Ce dernier accuse Fethullah Gülen - un prédicateur islamiste opposé aux Frères musulmans - d'en être à l'origine. Erdogan parvient à reprendre en main la situation et mène une purge des plus sévères révoquant des milliers de magistrats (plus d'un tiers de la profession) et d'enseignants. Des dizaines de milliers de militaires, de policiers sont arrêtés, les milieux intellectuels, les journaux sont purgés... plus de 55 000 fonctionnaires sont révoqués et au moins 13 000 emprisonnés. Les milieux économiques sont aussi concernés. Les accusations de torture en prison resurgissent.

Erdogan a désormais l'occasion de durcir une politique dont on dénonçait déjà le virage autoritaire, et cela aux portes d'une Union qui défend ses valeurs démocratiques malmenées par les attentats. Johannes Hahn, Commissaire européen à l'élargissement, s'étonne de la rapidité de ces arrestations se demandant si des listes n'étaient pas déjà prêtes avant le putsch...ce qui rappelle de bien mauvais souvenirs. L'exécutif a décrété l'état d'urgence pour une période de trois mois.

A la suite des multiples attentats qui ont frappé la Turquie, Ankara se rapproche de la Russie pour mener des frappes en Syrie. Celles-ci concernent d'abord les positions Kurdes.

### **Le souvenir...**

Nous commémorons le centenaire du début de la bataille de la Somme offensive

britannique qui, à partir du 1er juillet 1916, a soulagé le front de Verdun. Il s'agit d'une bataille particulièrement meurtrière, qui reste très vivante dans les mémoires britanniques. La fleur du coquelicot symbolise ce terrible sacrifice qui a aussi scellé l'amitié franco-britannique.

La France perd un de ses grands hommes politiques, Michel Rocard, intellectuel de gauche qui fut le premier ministre de François Mitterrand lors de son deuxième mandat. Figure de la deuxième gauche, il est le père du Revenu Minimum d'Insertion (RMI) et de la Cotisation Sociale Généralisée (CSG), d'un livre blanc sur les retraites, et incarne l'homme d'Etat plus dans la réflexion que dans l'action, au service de l'intérêt général.

## **Les camps se précisent aux Etats-Unis pour les présidentielles**

Aux Etats-Unis, le conservateur Donald Trump a choisi Mike Pence pour colistier. Il s'agit du gouverneur de l'Indiana connu pour ses positions très conservatrices sur les questions sociétales (avortement, mariage gay...). Il prend ainsi appui sur l'aile la moins libérale du parti républicain. Hillary Clinton choisit, quant à elle, le gouverneur de Virginie Tim Kaine, assez aux antipodes de Bernie Sanders qui a fini par se rallier à la candidature de Madame Clinton. Tim Kaine offre un profil rassurant - c'est une réponse au candidat républicain - mais ce n'est pas le message attendu par l'aile gauche du parti démocrate qui peine déjà beaucoup à soutenir Hillary Clinton. Celle-ci représente à ses yeux trop *l'establishment*.

## **L'OTAN organise son sommet**

Le sommet de l'OTAN s'est ouvert en juillet 2016 en Pologne dans le contexte du Brexit et des inquiétudes des pays d'Europe de l'Est vis-à-vis de Moscou. Alors que l'organisation atlantique est très largement financée par Washington, les Européens auraient tout intérêt à gagner en autonomie stratégique. Il faut trouver une martingale à l'heure où les deux principales puissances militaires - les plus engagées financièrement et militairement - que sont le Royaume Uni et la France quitte l'Union pour la première et souffre d'un endettement qui pénalise sa capacité d'action pour la seconde.



### **Carte. Les élargissements de l'OTAN post-Guerre froide**

Cliquer sur la vignette pour agrandir la carte.

Légende et carte conçues par Pierre Verluise, carte réalisée par  
Matthieu Seynaeve pour le *Diploweb.com*

## **La carte de l'OTAN haute qualité au format pdf**



### **Carte. Les élargissements de l'OTAN post-Guerre froide**

Légende et carte conçues par Pierre Verluise, carte réalisée par  
Matthieu Seynaeve pour le *Diploweb.com*

Les membres européens de l'OTAN doivent faire face à une recrudescence des périls à leurs frontières à l'Est, au Sud, et la multiplication des actes terroristes sur le sol européen n'augurent rien de bon. L'OTAN va augmenter ses troupes positionnées en Europe orientale pour calmer l'inquiétude des pays baltes comme de la Pologne depuis l'annexion de la Crimée par Moscou, décision très mal prise en Russie. Un bouclier antimissiles est sur le point d'être déployé en Europe de l'Est, mais Paris ne souhaite pas augmenter les tensions avec Moscou.

## **Le sort des urnes**

Aux Philippines, Rodrigo Duterte succède à Benigno Aquino à la présidence de son pays. Il est controversé du fait du climat de violence dans lequel se sont tenues les élections et ses déclarations concernant le rétablissement de la peine de mort.

En Mongolie, le parti démocrate (PD) a subi un terrible revers électoral aux législatives face au parti du peuple mongol (PPM) qui gagne 65 des 76 sièges du parlement. Cette sanction traduit le désarroi économique d'un pays qui tire l'essentiel de ses ressources de la vente de matières premières, mais aussi la condamnation de la corruption du parti au pouvoir. Oulan Bator était dirigée par le PPM sous l'ère communiste.

En Zambie, le président sortant Edgar Lungu a été réélu, de peu avec 50,35% des suffrages exprimés.

## **L'échiquier continue à évoluer au Moyen-Orient**

Le ministre des Affaires étrangères égyptien, Sameh Shoury, a été reçu en Israël à Tel-Aviv, ce qui consacre non seulement un réchauffement des relations entre

les deux pays mais aussi le retour de l’Egypte sur la scène diplomatique régionale.

En Syrie, Alep est de nouveau l’objet d’une terrible bataille entre les troupes de Damas et une coalition rebelle composée d’islamistes comme de modérés. La Russie y mène des frappes à partir de bases iraniennes, une nouveauté. L’armée turque engage des chars sur le sol syrien, avec le soutien de l’Armée syrienne libre (ASL). L’échiquier reste très compliqué au Proche-Orient. Les civils en sont toujours les premières victimes.

En Irak, alors que les attentats se multiplient, les forces gouvernementales arrachent la ville de Qayyarah à l’EI.

### **Une Afrique sous tension**

Le Zimbabwe, en plein marasme économique, fait face durant l’été 2016 à une grève générale qui dénonce la responsabilité du président Mugabe dans la situation délétère du pays. Ce dernier fait arrêter un des leaders de la contestation, le pasteur Evan Mawarire.

Les tensions restent très vives au Nigéria où les séparatistes du delta du Niger s’en sont pris aux installations pétrolières- visant cette fois celles d’Exxon et de Shell - et 70% des puits sont à l’arrêt. Une catastrophe économique pour le pays qui dépend fortement de la rente pétrolière. Les combats contre Boko Haram continuent au nord du pays.

L’ONU s’inquiète de la situation humanitaire au Darfour et au Sud-Soudan où la guerre a repris.

En Libye, où la guerre civile continue, le parlement - qui siège à Tobrouk - refuse de soutenir le gouvernement d’union nationale (GNA) - à Tripoli - soutenu par la communauté internationale et en lutte contre l’EI notamment autour de Syrte.

### **Grand jeu autour de l’Arctique**

Pékin annonce que trois de ses cargos emprunteront cet été 2016 la route de l’Arctique - la route du Nord-Est - qui s’ouvre sous l’effet du réchauffement climatique. Le Yong Sheng parti de la Chine du Nord rejoint le Royaume Uni en gagnant ainsi une dizaine de jours de mer et donc beaucoup d’argent.

Moscou joue, évidemment, la carte de l’Arctique. Le vice-ministre Dimitri Rogozine estime d’ailleurs que c’est en Arctique que se joue l’ « identité russe », cette région est riche en hydrocarbures et le réchauffement rendra moins difficile

son exploitation. La Russie aspire à être la « principale puissance de l'Arctique », face aux Etats-Unis, au Canada, au Danemark et à la Norvège, et investit dans ses troupes stationnées en Sibérie, dans sa flotte et revendique les fonds marins.

### **Une Asie sous tension**

Les tensions sont vives autour de la mer de Chine méridionale sur laquelle Pékin a des prétentions qui sont dénoncées par tous ses voisins -Philippines et Vietnam en tête - et condamnées par le tribunal de La Haye.

La Corée du Nord a tiré un missile qui s'est abîmé dans les eaux nippones. Il a été sévèrement dénoncé par Washington comme par l'ONU.

L'empereur nippon Akihito - fils de Hirohito - âgé de 82 ans envisage de quitter ses fonctions pour des raisons de santé. Cette possibilité n'est pas envisagée par la constitution.

### **Des séismes meurtriers secouent le monde**

En Birmanie, un tremblement de terre de magnitude 6,8 détruit en partie les pagodes de Bagan et provoque la mort de plusieurs personnes.

En Italie, un séisme d'une force de 6,2 a ravagé plusieurs villages d'Ombrie - comme Amatrice - à 150 km de Rome. Le bilan est dramatique, des villages presque rasés, plusieurs centaines de victimes (le bilan humain n'est pas définitif). De nombreuses questions se posent : comment le bilan peut-il être aussi lourd dans un pays riche et développé comme l'Italie ? Pourquoi les habitations sont si fragiles qu'elles se sont effondrées sur leurs occupants ? Pourquoi l'Italie ne parvient pas à dépêcher plus rapidement les secours sur place ?

### **Un espoir en Colombie**

Un accord de paix a été signé, à la Havane, entre le gouvernement du président Juan Manuel Santos et les FARC pour mettre fin à une sanglante guerre civile. Celle-ci dure depuis les années 1960 et aurait fait près de 250 000 victimes, de 7 millions de déplacés, des dizaines de milliers de personnes enlevées - dont Ingrid Bettencourt est la plus connue en France - une recrudescence du secteur de la drogue qui a fini par phagocyter l'économie colombienne, l'éloignant sûrement du développement. Cet horizon paraît désormais possible...

## **Le Brésil à l'heure des Jeux olympiques**

Le plus grand pays d'Amérique latine, en proie à une récession économique et en plein drame politique avec la procédure de destitution de la présidente Dilma Rousseff est parvenu à organiser ses Jeux. Ces Jeux sous haute surveillance - du fait des risques d'attentat - n'ont pas suscité la ferveur populaire attendue (les tribunes vides le prouvent). Le Brésil a néanmoins démontré sa capacité à organiser ce grand happening mondial, deux années après celui de la Coupe du monde de football. La question du coût de ces grandes fêtes sportives mérite quand même d'être posée, l'Etat de Rio annonçant à mi-jeux son incapacité à maintenir les compétitions paralympiques. Les Etats-Unis sont le grand vainqueur de ces jeux devant le Royaume-Uni, la Chine, la Russie et l'Allemagne pour le nombre de médailles d'or. La France se place en 7ème position, le Brésil en 13ème.

*Copyright Août 2016-Degans/Diploweb*

---

**Les synthèses annuelles des Actualités internationales**

**Point d'actualité internationale de septembre 2016**

**Point d'actualité internationale de juin 2016**

# 9/16 Actualité internationale

Synthèse de l'actualité internationale de septembre 2016

samedi 1er octobre 2016, par *Axelle DEGANS*

**Voici une synthèse de l'actualité internationale de septembre 2016 qui sera fort utile à tous ceux qui veulent disposer d'un point de l'actualité géopolitique, voire préparent un concours. Pour ne rien manquer, et recevoir nos alertes sur des documents importants, le plus simple est de s'abonner gratuitement à notre [compte twitter de veille géopolitique @diploweb](#)**

## Sort des urnes

Au Gabon, les résultats des élections présidentielles de septembre 2016 qui donnent le président Ali Bongo vainqueur sont contestés par son opposant et ex-beau-frère Jean Ping. Des irrégularités ont entaché ce scrutin, et les violences postélectorales ont fait craindre le pire. Ali Bongo est au pouvoir depuis 2009, il succède alors à son père Omar Bongo président entre 1967 et 2009. La cour constitutionnelle du pays valide son élection pour un deuxième mandat dans un climat des plus tendu. La Cour pénale internationale (CPI) ouvre néanmoins une enquête préliminaire concernant la crise qu'a traversé le Gabon au sortir des élections.

En Tunisie, Youssef Chahed a formé en septembre 2016 le 9ème gouvernement du pays depuis la « révolution de jasmin » (2011). Ce quadragénaire a pour priorité de relancer l'économie de son pays pour cela il espère attirer les investisseurs étrangers. En France, le Cercle des économistes appelle à aider ce pays en pleine transition démocratique.

Les élections présidentielles autrichiennes - qui avaient été gagnées en mai 2016 par le candidat écologiste contre le candidat d'extrême droite - ont été invalidées du fait d'irrégularités dans le dépouillement. Le « nouveau second tour » devrait se dérouler le 4 décembre 2016. La démocratie autrichienne n'en sort pas grandie.

## Disparition de dirigeants politiques

En Ouzbékistan, Islam Karimov, au pouvoir depuis près de 25 ans, est décédé alors qu'il venait d'être réélu sans surprise à la magistrature suprême l'année

passée. Ce vrai satrape oriental incarne un pouvoir des plus autoritaires dans un pays d'Asie centrale indépendant après l'implosion de l'URSS.

Shimon Peres, leader israélien, faucon et colombe, prix Nobel de la paix est mort fin septembre 2016. C'est un homme politique emblématique de son pays, un des derniers grands personnages politiques qui a accompagné l'histoire d'Israël. Ses funérailles sont un événement international, le leader palestinien Mahmoud Abbas y assiste.

### **Un recul des jihadistes**

Les forces de l'Etat islamique reculent en septembre 2016 dans leur bastion libyen de Syrte face aux troupes du gouvernement d' « union nationale » basé à Tripoli. En revanche, les ports pétroliers - comme Ras Lanouf - sont passés aux mains de l'Armée nationale libyenne du général Haftar. Le pays est toujours éclaté.

Daech est aussi en recul en Irak face aux troupes irakiennes qui demandent un soutien à Washington en prévision d'une offensive sur Mossoul, ville clé en Irak pour l'Etat islamique.

En Syrie, un bien fragile cessez-le-feu a été négocié entre Etats-Unis et Russie. Il a été éphémère et les combats ont repris autour d'Alep, la 2ème ville du pays. Les troupes de Bachar el-Assad, appuyées par les forces russes mènent une offensive pour prendre le contrôle des quartiers orientaux de la ville, aux mains des rebelles. Les combats sont terriblement violents et font des centaines de morts parmi les civils à nouveau otages du conflit. Ces violences - qui n'épargnent ni les convois humanitaires ni les hôpitaux - sont condamnées au niveau international.

### **Les attentats continuent...**

A Yémen, l'EI a perpétré en septembre 2016 un attentat-suicide qui a tué plus de 70 personnes, des volontaires de l'armée yéménites qui combat à la fois l'EI et les chiites houthistes.

Les Shebabs somaliens ont fait exploser une voiture piégée à Mogadiscio qui a tué une dizaine de personnes.

L'Afghanistan demeure le siège d'attentats réguliers qui sont le fait des talibans. Ceux-ci progressent dans le sud du pays et affrontent les troupes régulières.

Aux Etats-Unis plusieurs attentats ont eu lieu, faisant près d'une trentaine de blessés, ils ont été organisés par un homme né en Afghanistan.

En Jordanie, l'écrivain Nahed Hattar a été assassiné parce qu'il a publié, sur les

réseaux sociaux, une caricature qui tourne en dérision les jihadistes.

### **... comme la violence**

Un regain de tension existe au Cachemire en septembre 2016, pomme de discorde entre l'Union indienne et la Pakistan depuis l'indépendance de 1947, à l'origine de plusieurs guerres. Une attaque d'une base militaire dans le Cachemire indien a fait 17 morts. L'Inde y voit la main du frère ennemi pakistanais. New Delhi mène des raids aériens en représailles ce qui provoquent l'ire du Pakistan.

La Centrafrique reste secouée par des flambées de violence. Les dernières, dont l'ex-Séléka (milice armée musulmane) serait responsable, ont provoqué la mort d'une vingtaine de personnes.

La République démocratique du Congo est de nouveau le théâtre de violences. A Kinshasa les opposants au président Joseph Kabila (au pouvoir depuis 2001) ne veulent pas que ce dernier se représente aux élections qui devraient se tenir en décembre 2016, possibilité que l'actuelle Constitution n'autorise pas.

Aux Etats-Unis à Charlotte, des violences éclatent après la mort d'un homme noir, abattu par les forces de l'ordre. L'état d'urgence a dû être décrété. Les Etats-Unis n'en ont pas fini avec les tensions communautaires.

### **Le retour des malentendus transatlantiques ?**

La Commission européenne a estimé que la firme américaine Apple a obtenu de l'Irlande - où l'impôt sur les sociétés est de 12,5% - des « aides d'Etat » qualifiées d'abusives : elle a payé moins de 1% d'impôts sur les profits réalisés. Bruxelles inflige une amende « historique » de 13 milliards d'euros à la firme à la pomme, amende qu'elle doit verser à Dublin. Cette dernière refuse pourtant - alors qu'elle a reçu l'aide de ses partenaires européens dans le cadre de la crise de l'Euro - qu'Apple lui verse cette amende. Alors que Washington a manifesté son très vif mécontentement, l'Union européenne post-Brexit en reste à l'heure du dumping fiscal...

Les négociations en vue d'un accord de libre-échange transatlantique sont dans l'impasse. La France réclame purement et simplement l'arrêt des négociations, la position d'Angela Merkel n'est pas aussi tranchée. Plusieurs manifestations anti-Tafta se sont déroulées dans des grandes villes européennes, en Allemagne une part de la population - entre 200 et 300 000 personnes - a manifesté contre l'accord de libre-échange avec le Canada (Ceta).

## L'Union européenne de Bratislava

Quelques jours à peine avant le sommet de Bratislava de septembre 2016, le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, a prononcé un discours sur « l'Etat de l'Union », à l'image de ce qui se fait aux Etats-Unis en début d'année civile. Peu après le Brexit, il a voulu se montrer rassurant estimant que l'Union n'était pas menacée dans sa pérennité, annonçant une augmentation sensible de son plan d'investissement (630 milliards d'euros à l'horizon 2022) ainsi qu'un fonds d'investissement pour l'Afrique et les riverains de l'Europe doté de 44 milliards d'euros pour stimuler un co-développement et ralentir ainsi les flux migratoires. Il a aussi proposé - dans un contexte d'inquiétudes sécuritaires chez les Européens - une mutualisation des dépenses militaires. Il a en outre promis de renforcer Frontex pour lutter contre l'immigration illégale.



**Réunion informelle des 27 chefs d'État ou de gouvernement à Bratislava, 16/09/2016**

Crédit : Commission européenne, 2016

Ce discours répond-t-il complètement aux préoccupations nouvelles des Européens ? Ceux-ci réclament d'être mieux protégés, aussi bien au niveau de la sécurité physique - après la traumatisante vague d'attentats depuis janvier 2015 - que sur le plan plus économique : inquiétude face aux pratiques des Firmes transnationales (affaire Apple, négociation des accords transatlantiques Tafta) face au dumping fiscal (annoncé par Londres mais déjà pratiqué par de nombreux membres de l'Union), social (au détriment des travailleurs), financier (scandale du Luxleaks) ... L'aventure communautaire avait commencé en prônant la paix, la prospérité et la solidarité. C'est l'application trop molle de toutes ces valeurs qui aujourd'hui menace clairement le projet européen.

L'Europe communautaire semble au pied du mur, le sommet de Bratislava se

devait d'être ambitieux. Il aboutit à la signature d'un programme d'action à horizon de 6 mois en renforçant la sécurité intérieure, en accordant aux pays d'Europe centrale et orientale une « solidarité flexible » concernant les quotas de réfugiés qui a satisfait les membres du groupe de Visegrad (République Tchèque, Slovaquie, Pologne et Hongrie) mais a mécontenté l'Italie de Matteo Renzi. Les apparences sont sauvées, mais est-ce suffisant ?

Après la démission du commissaire britannique au lendemain du Brexit, l'ex-ambassadeur de Londres à Paris a été nommé commissaire à la Sécurité dont le périmètre comprend désormais le terrorisme, le crime organisé et la cybercriminalité. Son mandat doit couvrir la période jusque qu'octobre 2019... date à laquelle le Royaume Uni n'appartiendrait déjà probablement plus à l'Union européenne. Besoin de cohérence ? Michel Barnier devient négociateur en chef pour le Brexit au nom de l'Union européenne.

L'Union européenne vient de donner à la Bosnie-Herzégovine le statut de pays candidat à l'entrée dans l'Union. D'autres pays ont déjà ce statut : Albanie, Macédoine, Monténégro et Serbie pour les Balkans, et bien sûr la Turquie.

Après le parfum de scandale que laisse derrière lui le départ de Manuel Barroso pour la banque Goldman Sachs, les révélations concernant la société off-shore de l'ex-commissaire européenne à la concurrence Neelie Kroes sont des plus embarrassantes pour une Union européenne en pleine « crise existentielle » selon Jean-Claude Juncker.

### **15 ans après le 11 septembre 2001...**

Les Etats-Unis commémorent, avec la plus grande émotion, le 15ème anniversaire des attentats du 11 septembre 2001 qui ont fait environ 3 000 morts. 15 ans après ces attentats, des guerres en Afghanistan et en Irak, le monde est-il plus sûr ? Les mouvements jihadistes se sont enracinés dans la zone sahélo-saharienne, au Proche-Orient. La Libye et le Proche-Orient ont sombré dans le chaos, le Yémen et l'Afghanistan sont durablement déstabilisés. L'Europe a renoué avec la violence des attentats faisant voler le mythe de la paix durable sur le continent.

Le Sénat américain vient d'autoriser - malgré le veto présidentiel - les victimes des attentats du 11 septembre à poursuivre l'Arabie saoudite pour son rôle potentiel dans la préparation des attentats revendiqués par al-Qaïda. Cette décision est motivée par la nationalité des terroristes mais aussi par les probables canaux de financement.

### **Les pays émergents traversent une période troublée**

Alors que le ralentissement économique chinois pèse sur les résultats des grandes

entreprises occidentales, il pénalise surtout les producteurs de matières premières que sont les pays émergents. Le Nigéria est entré en récession économique et l'inflation est désormais à deux chiffres. Il est pénalisé par la baisse du prix du pétrole, les troubles dans le delta du Niger qui ralentissent l'extraction pétrolière ainsi que Boko Haram qui entretient une guerre civile au nord-est du pays.

Le Brésil est lui aussi en pleine décélération économique et en plein marasme politique. Dilma Rousseff, réélue à la présidence du pays à l'automne 2014 a été destituée officiellement en septembre 2016 - dans le cadre du scandale politico-financier de Petrobras - alors qu'elle crie au coup d'Etat. Lula, le père du Brésil du XXIème siècle, est lui aussi rattrapé par les accusations de corruption. Son ancien ministre des finances - Antonio Palocci - a été arrêté dans le cadre du même scandale Petrobras.

L'Afrique du Sud souffre d'un ralentissement économique, lié au reflux du cours des matières premières, mais aussi d'une crise politique. Le gouvernement de Jacob Zuma est délégitimé par son inefficacité, il est en outre gangrené par la corruption.

L'Amérique latine oscille entre tensions et espoirs. Au Venezuela le mouvement de contestation contre le président Maduro a repris de plus belle. En Colombie, un accord de paix est sur le point d'être signé entre le pays et les rebelles des FARC. Une cérémonie est organisée en septembre 2016 à Carthagène pour en souligner le caractère historique. La Colombie pourrait ainsi mettre fin à un demi siècle de guérilla qui a ensanglanté le pays (près de 300 000 morts, des millions de déplacés) et l'a empêché de se développer. Une partie de la population juge cet accord trop clément avec la guérilla, mais ce type d'accord est toujours très difficile à trouver dans le cadre d'une guerre civile. Comment réintégrer les guérilleros ? Comment suturer les plaies du pays ? L'équilibre sera très délicat à mettre en place, mais il peut permettre à la Colombie de mieux se projeter dans l'avenir.

### **Un accord historique sur le pétrole**

Les membres de l'OPEP se sont accordés fin septembre 2016 pour une diminution de leur production de pétrole, d'environ 700 000 barils par jour pour faire face à la sévère décrue des cours qui handicape de façon inquiétante le budget de pays comme le Nigéria, le Venezuela, l'Algérie... et même l'Arabie saoudite qui découvre le déficit budgétaire. Cette décision est historique à plusieurs niveaux : l'OPEP veut renouer avec sa capacité d'influer le cours du baril, comme elle l'a fait en 1973 en créant le premier choc pétrolier ou en 1986 avec le contre-choc

pétrolier. Elle l'est aussi parce qu'elle repose sur un accord entre l'Arabie saoudite, désormais leader sunnite régional, et l'Iran puissance chiite qui opère un remarquable retour sur la scène internationale et régionale. La rivalité entre Téhéran et Riyad est la nouvelle force de recomposition à l'échelle du Moyen-Orient.

### **Des sociétés en Europe qui se portent bien**

Les sociétés françaises remportent des contrats à l'exportation. Airbus a signé en septembre 2016 pour 4 milliards de dollars de commandes avec Hanoi pour équiper Vietnam Airlines. L'Inde confirme l'achat de 36 avions de chasse Rafale.

Le géant allemand de la chimie Bayer rachète l'américain Monsanto pour environ 66 milliards de dollars. Bayer est un des leaders des produits phytosanitaires alors que Monsanto l'est dans le domaine des semences. Si leur complémentarité semble claire cette fusion risque de rendre les agriculteurs encore plus dépendants de cette firme gigantesque.

*Copyright Octobre 2016-Degans/Diploweb*

---

#### **Point d'actualité internationale d'octobre 2016**

#### **Les synthèses annuelles des Actualités internationales**

#### **Point d'actualité internationale de juillet-août 2016**

# 10/16 Actualité internationale

Synthèse de l'actualité internationale d'octobre 2016

mardi 1er novembre 2016, par *Axelle DEGANS*

**Voici une synthèse de l'actualité internationale d'octobre 2016 qui sera fort utile à tous ceux qui veulent disposer d'un point de l'actualité géopolitique, voire préparent un concours. Pour ne rien manquer, et recevoir nos alertes sur des documents importants, le plus simple est de s'abonner gratuitement à notre [compte twitter de veille géopolitique @diploweb](#)**

## Une instabilité croissante en Asie...

La Thaïlande est en deuil et pleure son roi Bhumibol - Rama IX - au pouvoir depuis 1946, objet d'un vrai culte de la personnalité auprès d'une population qui massivement le respecte. Bien que dépourvu de pouvoirs réels, le souverain incarne l'unité du pays. Une période d'instabilité s'ouvre car son fils, Maha Vajiralongkorn est loin de jouir de la même popularité.

Aux Philippines, le président Rodrigo Duterte multiplie les rodomontades, insultant le président Obama, le pape François - alors que les Philippines sont un pays catholique - et le parlement européen. Il mène, par ailleurs, une politique très dure vis-à-vis des milieux de la drogue. Il a non seulement pris ses distances avec Washington avec qui son pays est lié par un accord militaire depuis 1951 mais a aussi opéré un étonnant rapprochement avec Pékin alors qu'ils se disputent les îlots Spratleys en mer de Chine méridionale et que le tribunal international de La Haye a donné raison à Manille. L'étoile de Washington pâlit dans la région, pour le plus grand profit de Pékin.

Retour des tensions entre Union indienne et Pakistan dans la région du Cachemire qui a été divisée entre les deux Etats au moment de l'indépendance de 1947. Des affrontements armés ont eu lieu, cette fois-ci le partage de l'eau de l'Indus est au cœur des différends car New Delhi veut mieux exploiter ce potentiel qui lui est autorisé par les accords de 1960. Le Pakistan est très dépendant de l'Indus pour son approvisionnement en eau, et d'un autre côté New Delhi s'inquiète de la politique d'équipement chinoise qui pèse sur son propre approvisionnement en eau dans le bassin du Brahmapoutre.

### **... comme en Afrique**

Addis-Abbeba a proclamé l'état d'urgence face aux revendications des amhara et oromo qui estiment être mis de côté par le pouvoir éthiopien et dénoncent la spoliation de certaines de leurs terres. Les troubles ont fait déjà plusieurs centaines de morts.

En Afrique du Sud, les accusations de corruption se multiplient. Le ministre des Finances est accusé de fraude, le président Jacob Zuma est englué dans une affaire de corruption qui le décrédibilise politiquement

### **Evolution de la situation au Moyen-Orient**

L'action de l'Arabie saoudite au Yémen est dénoncée par l'ancien président Ali Abdallah Salah après les bombardements qui ont causé la mort de 140 personnes et plus de 500 blessés à Sanaa, capitale du pays. La violence est grandissante - son niveau était déjà pourtant élevé - au Yémen. Cette guerre risque de se transformer en nouveau borbier, en particulier pour Riyad.

Alep et Mossoul connaissent, de façon quasi simultanée, une offensive militaire. La première est sous les bombardements russes pour permettre la reconquête de sa partie orientale par le pouvoir syrien, la seconde sous les bombardements de la coalition pour en chasser Daech. Deux villes anciennes capitales dynastiques, qui pour des questions bien différentes, connaissent un destin tragique. L'Etat islamique est en passe de perdre Mossoul - deuxième plus grande ville d'Irak après Bagdad - au prix de combats très durs menés par les forces irakiennes - composées de sunnites et de chiites - et les peshmergas kurdes. La vraie question est celle de l'avenir de l'Irak dont l'intégrité territoriale est menacée. La région de Mossoul et de la plaine de Ninive qui ne peuvent qu'attiser les convoitises des différents protagonistes.

La Syrie est au cœur d'une crise diplomatique entre la France et la Russie. Paris dénonce l'usage déraisonnable de la force armée russe à Alep et fait savoir son hésitation à recevoir Vladimir Poutine qui décide de ne pas s'y rendre.

En Turquie, la politique répressive du président R. Erdogan continue. Les arrestations de fonctionnaires et de journalistes se multiplient.

Fait remarquable, l'Arabie saoudite est obligée d'emprunter sur les marchés financiers du fait d'une baisse spectaculaire de ses recettes. La faute à un baril de pétrole dont le prix oscille autour de 50 dollars. Il s'agit d'une réelle révolution pour cette pétromonarchie. Elle lève 17,5 milliards de dollars.

## **Une Amérique latine à la peine**

L'ouragan Matthew a dévasté la partie intertropicale de la côte atlantique américaine. S'il a provoqué la mort de 11 personnes dans le sud-est des Etats-Unis, le bilan est autrement plus dramatique à Haïti où environ 900 personnes auraient été tuées. L'île ne s'est toujours pas relevée du tremblement de terre de 2010, qui avait détruit une partie importante du pays et fait 200 000 morts, et ce malgré l'aide internationale aussi bien sous forme logistique qu'au niveau financier. Port-au-Prince fait de nouveau appel à l'aide internationale pour endiguer une possible épidémie de choléra, faire face aux besoins alimentaires et en eau courante de la population. Haïti (ancienne Hispaniola colonie espagnole et française depuis le XVIIIème siècle) est indépendante depuis le 1er janvier 1804 - c'est le deuxième pays indépendant du continent américain après les Etats-Unis - mais a été incapable de se doter d'un Etat alors que la trahison de « élites » - davantage préoccupées par leur enrichissement personnel quitte à piller les richesses du pays que du bien commun - est récurrente.

Le Venezuela de Nicolas Maduro reporte les élections régionales, prévues en fin d'année, à 2017. L'impopularité du président est inversement proportionnelle à la santé économique de son pays. Après avoir mis fin à la procédure de référendum révocatoire, le président fait face à une manifestation de plusieurs centaines de milliers de personnes et une menace de grève générale.

## **L'Union européenne essaie de séduire....**

L'Union vient de créer une agence européenne de garde-côtes et de garde-frontières (EBCG) sous la direction de Fabrice Leggeri. Elle remplacera Frontex avec des effectifs plus conséquents car ils devraient doubler d'ici 2020.

L'Eurogroupe a décidé de débloquer de nouveaux fonds - 1,1 milliards d'euros, soient plus de 10 milliards depuis le printemps 2016 - en faveur d'Athènes. La Grèce reste portant fortement endettée, les mesures d'austérité ne lui permettent pas de retrouver une croissance génératrice d'emplois et le taux de chômage représente presque le quart de la population active.

## **... mais se déchire**

Au Royaume-Uni, le premier ministre Theresa May lancera le processus pour organiser le départ de son pays de l'Union européenne avant la fin du mois de mars 2017, c'est-à-dire pour les 60 ans du Traité de Rome. Il devrait, selon toute vraisemblance, durer deux années. Les modalités restent largement à définir. Theresa May cherche à rassurer les investisseurs étrangers inquiets du Brexit, annonce une prochaine baisse de l'impôt sur les sociétés, quand ses partenaires

européens se positionnent pour récupérer les institutions européennes installées au Royaume-Uni. Ainsi, la France est prête à accueillir l'Agence européenne du médicament (EMA) comme l'Autorité bancaire européenne (EBA), mais elle n'est pas la seule. Les activités boursières de la City suscitent également la convoitise... La Haute cour de justice de Londres a rendu son jugement : la décision du Brexit ne peut pas être du ressort du seul gouvernement mais doit aussi recevoir l'assentiment du Parlement. Ce n'est pas une réelle remise en cause du Brexit, mais cela peut en retarder l'application....

Varsovie décide de ne pas honorer sa commande de 50 hélicoptères Caracal - fabriqués par Airbus - alors que le contrat avait été signé en septembre 2015 et malgré de très importantes contreparties. Cette décision passe particulièrement mal à Paris qui a renoncé en 2015, sur pressions polonaises et américaines, à livrer les bateaux Mistral à la Russie et s'est en outre engagée, dans le cadre de la « réassurance » de l'OTAN, à mettre à la disposition de la Pologne des chars et des avions Rafale...

La Wallonie a refusé de donner son accord pour la signature du CETA, accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Canada. Les agriculteurs craignent une moindre protection pour les petits AOC, des quotas d'importation concernant le bœuf canadien, les Wallons rechignent aussi à la possibilité qu'auront les grandes firmes de traîner les Etats en justice. Cela provoque un nouveau psychodrame européen car la signature de Bruxelles - et donc sa crédibilité - est remise en cause. La signature des accords commerciaux relève de la compétence de l'Union, mais les Européens peinent à lui faire confiance, ils craignent de n'être pas assez protégé de la concurrence internationale. Le CETA est finalement signé, mais le traité doit encore être ratifié par les différents parlements nationaux.

### **Referendum : les échecs**

En Hongrie, le premier ministre Viktor Orbán a organisé un referendum en octobre 2016 sur l'accueil, dans son pays, des réfugiés. La constitution hongroise prévoit qu'un referendum n'est valide que si la moitié du corps électoral se prononce, c'était le principal enjeu pour Orbán. Si 95% des voix se sont portées sur le « non », seul 45% des Hongrois se sont déplacés pour voter ce qui ne renforce pas la position d'un premier ministre très critiqué par ses partenaires européens.

En Colombie, le referendum concernant l'accord de paix avec les guérilleros des Farcs pour mettre un point final à plus d'un demi-siècle de guerre civile a été repoussé par les Colombiens. La participation a été faible, à peine plus d'un tiers

des électeurs (37%) a voté, et le « non » l'a emporté à 50,76%. Ce résultat peut s'expliquer par l'engagement d'Alvaro Uribe, président de la Colombie entre 2002 et 2010, dénonçant un possible épanouissement du chavisme dans une Colombie où les chefs des Farcs pourraient être élus. Une partie de la population a aussi estimé que cet accord de paix était trop favorable aux guérilleros qui ont longtemps ensanglanté le pays. Le président Santos a néanmoins reçu le prix Nobel de la paix pour encourager ses efforts en ce domaine.

### **Le sort des urnes**

Au Maroc, les élections législatives ont mobilisé moins d'un électeur sur deux et ont donné 125 des 395 sièges au parti de la justice et du développement (PJD). Ce parti islamiste - qui appartient à la mouvance des Frères musulmans au pouvoir à Ankara - s'impose comme la première force politique d'un pays soumis, lui aussi, à de fortes tensions comme en témoigne le mouvement populaire après la mort d'un vendeur de poissons à Rabat. Le parti authenticité et modernité - proche du roi Mohammed VI - a regagné des sièges au parlement.

En Estonie, les élections ont porté à la magistrature suprême la première femme, Kersti Kaljulaid.

En Lituanie, les électeurs n'ont pas reconduit la coalition de centre-gauche, préférant l'Union des fermiers et des Verts (LVZS) de Ramunas Karbauskis. Le niveau de vie reste bas en Lituanie, et les jeunes voient dans l'exil leur avenir ...

L'Espagne se dote, enfin, d'un gouvernement sous la direction du conservateur Mariano Rajoy après 10 mois durant lesquels les politiques étaient incapables de s'entendre.

Le Liban s'est enfin doté d'un gouvernement, après 29 mois de paralysie. Saad Hariri est nouveau premier ministre alors que Michel Aoun est désigné président par le Parlement. Le Liban accueille aujourd'hui plus d'un million de réfugiés qui fuient la guerre civile en Syrie.

### **Une présidentielle américaine pas comme les autres**

Les deux principaux candidats - Hillary Clinton pour le parti démocrate et Donald Trump pour le parti républicain - ont des côtes de popularité très basses. La campagne électorale se caractérise par sa médiocrité (les attaques personnelles se multiplient et prennent le pas sur le débat de fonds) et les scandales à rebondissement. Le très fortuné Donald Trump n'aurait pas payé d'impôts pendant 18 ans et des dizaines de femmes l'attaquent pour agression sexuelle quand l'honnêteté d'Hillary Clinton est sévèrement écornée par des emails indûment supprimés - le FBI mène une enquête sur une candidate à la

magistrature suprême ! - comme pour avoir eu connaissance à l'avance de certaines questions posées par le public lors de ses débats télévisés face au candidat républicain. L'outrancier D. Trump inquiète par ses propos sur la population noire et latino, comme sur les femmes, mais son audience est réelle auprès des classes populaires et des classes moyennes, qui se vivent comme les perdants de la mondialisation, quand il dénonce le libre-échange et la société multiculturelle ouverte sur le monde. H. Clinton s'est montée méprisante envers l'électorat de D. Trump et les médias canadiens déplorent son « affairisme », terme très fort.

Cette élection révèle avant tout un système politique à bout de souffle - mais il n'est pas le seul - assez inquiétant pour la première puissance mondiale. Comment le parti républicain a-t-il pu laisser émerger la candidature de D. Trump ? Comment le parti démocrate peut laisser son candidat manœuvrer pour écarter la candidature de Bernie Sanders, et laisser une candidate deux fois première Dame des Etats-Unis incarner une « dynastie » démocrate ?

Le financement des campagnes électorales est aussi un problème à part entière.

### **L'Afghanistan est quasiment aux mains des Taliban (sans "s")**

Comme chacun sait, Taliban est le pluriel de « taleb » (instruit, dans le sens coranique) et ne prend donc jamais de « s ». Siège d'un premier califat islamique au milieu des années 1990, d'Al Qaida qui y a organisé les attentats du 11 septembre 2001, l'Afghanistan devient le repère des jihadistes et suscite en retour une opération armée multinationale sous la bannière de l'OTAN dès 2001. Le constat est pourtant amer après le retrait des troupes américaines. Non seulement l'Afghanistan ne s'est pas réellement démocratisé, mais ce pays est devenu un narco-Etat où s'est considérablement développé la culture du pavot, plus rentable que les autres cultures, qui finance les différents groupes armés. Aujourd'hui l'Etat islamique et les taliban trouvent dans le trafic du talc, entre l'Afghanistan et le Pakistan, une substantielle source de revenu et près de 70% du territoire afghan serait aux mains des taliban. Les combats récents autour de Kunduz, une des principales villes du nord, témoignent de la difficulté du pouvoir de Kaboul à faire face aux taliban.

### **De bonnes nouvelles...**

Le 5 octobre 2016, Ariane 5 a mis sur orbite deux nouveaux satellites. Il s'agit de la 74ème réussite en la matière, un record.

La COP 21 est ratifiée par un nombre suffisant d'Etats - 55 pays représentant au

moins 55% des gaz à effet de serre (GES) - pour que l'accord signé à Paris en décembre 2015 - pour limiter le réchauffement climatique - entre en vigueur. Reste à savoir ce qui se passerait en cas d'élection de D. Trump à la présidence des Etats-Unis.

Changement à la tête de l'ONU. Ban Ki-moon est remplacé par le portugais Antonio Guterres au poste de secrétaire général.

*Copyright Novembre 2016-Degans/Diploweb*

---

**Point d'actualité internationale de novembre 2016**

**Les synthèses annuelles des Actualités internationales**

**Point d'actualité internationale de septembre 2016**

# 11/16 Actualité internationale

Synthèse de l'actualité internationale de novembre 2016

jeudi 1er décembre 2016, par Axelle DEGANS

**Voici une synthèse de l'actualité internationale de novembre 2016 qui sera fort utile à tous ceux qui veulent disposer d'un point de l'actualité géopolitique, voire préparent un concours. Pour ne rien manquer, et recevoir nos alertes sur des documents importants, le plus simple est de s'abonner gratuitement à notre Lettre d'information hebdomadaire ou à compte twitter de veille géopolitique @diploweb**

## Le sort des urnes

En Europe, les élections présidentielles de novembre 2016 ont porté au pouvoir des candidats pro-russes en Moldavie - Igor Dodon - et en Bulgarie - Roumen Radev - le premier reconnaissant la Crimée comme russe, le second souhaitant œuvrer pour la levée des sanctions de l'Union européenne contre Moscou. Ces élections sont à rapprocher de l'affaiblissement de Bruxelles dans le contexte post-Brexit alors que dans le même temps Washington semble envoyer des signaux d'un moindre investissement au sein de l'OTAN. Ces élections sont aussi une sanction contre des gouvernements sortants pro-européens qui n'ont pas su lutter contre la corruption.

En Allemagne, Angela Merkel pourrait briguer un nouveau mandat de chancelière au nom de son parti conservateur CDU-CSU. Si elle était élue, elle passerait autant de temps à la tête de la chancellerie que son mentor Helmut Kohl.

Mahmoud Abbas est reconduit à la tête du Fatah en Cisjordanie bien qu'il soit fortement contesté.

## A l'Ouest du nouveau !

Au Nicaragua, Daniel Ortega est réélu en novembre 2016 à la magistrature suprême pour un quatrième mandat, il aurait remporté plus de 72% des suffrages. Pour ce quatrième mandat, il a annoncé que son épouse serait sa vice-présidente.

A Haïti, Jovenel Moïse a été élu à la présidence au premier tour, avec un score d'environ 55% et un taux de participation qui est évalué à environ 21% du corps électoral ce qui est révélateur du discrédit de la classe politique haïtienne. Jovenel Moïse vient du monde des affaires - il dirige une firme qui exporte des

bananes biologiques - mais il est soupçonné d'affairisme.

En Colombie, l'accord avec les FARC - guérilla communiste qui a ensanglanté le pays depuis les années 1960 - pour les réintégrer à la vie politique et économique du pays, avait été repoussé par un referendum populaire il y a un peu plus d'un mois. Un nouvel accord vient d'être signé en novembre 2016, après plusieurs péripéties, une médiation cubaine, une renégociation entre le président de Colombie Juan Manuel Santos et le leader des FARC Rodrigo Londono. Il s'agit pour le pays de tourner cette page particulièrement douloureuse et de passer à une phase d'émergence.

A Cuba, Fidel Castro est décédé à 90 ans le 25 novembre 2016, avec lui disparaît l'un des derniers acteurs de la guerre froide. Au pouvoir depuis janvier 1959, après avoir chassé le dictateur Batista, il mène une révolution d'abord nationaliste. Cuba veut reprendre son destin en main. Le caractère marxiste de son régime s'accuse à partir de 1961 - débarquement avorté de la baie des cochons - et la crise des fusées de 1962. L'embargo décrété par Washington enferme La Havane dans une relation étroite avec Moscou, et consolide paradoxalement le pouvoir de Fidel Castro. Un pouvoir aux mains du *Lider Maximo*, qui pratique un « socialisme tropical » qui a su doter la « perle des Caraïbes » d'un très bon système de santé et d'un système scolaire reconnu, mais qui reste une dictature sans partage, où les arrestations arbitraires sont légions. La chute du mur de Berlin et l'effondrement du bloc socialiste plongent l'île dans une vraie précarité économique. Les problèmes de santé de Fidel Castro le pousse à passer les rênes du pouvoir à son frère Raul en 2006. Celui-ci mène une timide ouverture autorisant de petites activités économiques- coiffeurs sur le trottoir, casa particular... - à côté de l'immense secteur étatisé. La situation économique est catastrophique, la politique d'ouverture inaugurée par le président Obama et Raul Castro (qui quittera le pouvoir en 2018) s'est accompagnée d'une montée des inégalités ; cette politique peut être remise en cause par le futur président des Etats-Unis. Raul Castro a proclamé 9 jours de deuil national pour celui qui a été une des icônes du mouvement des non-alignés et du tiers-mondisme. Ses obsèques à Santiago de Cuba seront un grand moment de communion nationale... avant plus d'ouverture ?



**Donald Trump**

Donald Trump sera le 45ème président des Etats-Unis. Il a été élu - comme G. W. Bush en 2000 - avec plus de grands électeurs (279) mais moins de votes exprimés en sa faveur que son challenger démocrate, aujourd'hui Hillary Clinton. S'il apparaît bien prématuré de caractériser sa future présidence - il prendra ses fonctions à la fin du mois de janvier 2017 - il se présente néanmoins comme davantage intéressé par les intérêts domestiques de son pays que par la gestion des affaires internationales. Il s'est présenté comme attaché à une forme de réindustrialisation de son pays, hostile aux vastes accords de libre-échange transpacifique et transatlantique. Cet homme d'affaire a montré un visage moins libéral que son opposant démocrate, y compris pour la politique migratoire. Certains analystes s'inquiètent déjà - probablement de façon prématurée - de la fin d'une mondialisation considérée comme « heureuse », d'un retour d'une Amérique frileuse (« *America first* »), de la remise en cause d'une société multiculturelle, ouverte sur le monde. On ne peut, cependant, que s'étonner de la force de la surprise de cette victoire, tant il apparaissait sûr qu'H. Clinton serait élue. Les journalistes des principaux journaux américains ont livré des analyses très univoques -- largement reprises par les journalistes européens - et visiblement peu en prise avec la réalité. Ils ont sous-estimé la colère des « perdants » de la mondialisation, ceux qui ne se sont pas remis de la crise née des *subprimes* (2007), ces WASP qui estiment que leur identité est désormais menacée puisqu'ils seront bientôt minoritaires dans la société américaine, ceux qui veulent un retour des frontières (économiques mais aussi face aux flux migratoires clandestins), davantage de souveraineté face à une mondialisation et

une ouverture déstabilisante qui érode le niveau de vie des classes moyennes. Trump a aussi su gagner à lui un vote populaire, un vote des classes moyennes mais aussi celui des gens plus aisés intéressés par ses promesses fiscales, entre autres. Hillary Clinton n'a pas su fédérer autour de sa candidature le vote démocrate. Elle représente probablement trop l'establishment politique (ancienne première Dame des Etats-Unis, secrétaire d'Etat sous Obama, sénatrice), mais aussi les « affaires ». L'élection de D. Trump constitue un saut dans l'inconnu, au regard de son inexpérience politique, y compris pour l'Union européenne.

Cette élection fait écho au récent vote britannique pour le « Brexit », comme dans l'organisation des primaires de la droite en France avec l'élimination au premier tour de l'ancien président de la République, Nicolas Sarkozy.

### **Au Proche-Orient les batailles sont lancées**

Les batailles de Raqqa en Syrie et Mossoul en Irak sont lancées en novembre 2016 par des forces militaires kurdes et arabes, soutenues par les Occidentaux. Les positions de Daech se replient, mais les combats sont durs et promettent d'être longs. La Turquie ne souhaite pas que les Kurdes syriens du PYD puissent coaliser avec les forces kurdes irakiennes et se renforcer ainsi non loin de la frontière turque.

L'Etat islamique est accusé d'avoir eu recours à des gaz chimiques dans la région d'Haliliye. En Syrie, les troupes de Bachar El-Assad ont repris près d'un tiers de la partie orientale d'Alep, jusque là tenue par les rebelles.

L'Iran, alliée régionale de la Syrie de Bachar El-Assad et de la Russie de Vladimir Poutine cherche à construire des bases militaires en dehors de son territoire, notamment en Syrie. C'est la preuve de la montée en puissance de la puissance chiite.

### **Une Chine sous tension...**

Alors que la croissance économique se fait moins forte qu'il y a quelques années, Pékin fait de nouveau face à une contestation de nature démocratique à Hong Kong en soutien à deux députés exclus du parlement. Quelques parapluies jaunes ont été aperçus dans la manifestation.

Pékin vient de faire passer une loi concernant la cybersécurité pour resserrer son contrôle sur Internet et obliger les entreprises -quelque soit leur nationalité - à coopérer avec les autorités. Les réseaux sociaux sont surveillés de près.

La République populaire de Chine, officiellement communiste, a fait savoir qu'elle est particulièrement attachée au libre-échange, au moment où le prochain

président des Etats-Unis - Donald Trump - a émis de sérieux doutes sur ses bienfaits. L'éventuel retrait des Etats-Unis des accords de libre-échange transpacifiques - dont a été exclue la Chine - laisserait libre cours à Pékin dans ce domaine. Il est curieux - voire cocasse - que la première puissance économique capitaliste et libérale soit tentée par le protectionnisme alors que la principale puissance communiste se fait le parangon du libre-échange.

### **... comme l'Asie**

La Birmanie d'Aung Suu-Kyi ne traite pas mieux la minorité musulmane des Rohingya, que la junte militaire. L'ONU dénonce même une véritable « nettoyage ethnique » à propos du déplacement de plus de 30 000 personnes depuis le début de l'automne 2016.

En Corée du Sud, la présidente Park Geun-hye fille du dictateur Park Chng-hee, mise en cause le mois précédent après la découverte de l'influence de la « Raspoutine » coréenne sur des décisions majeures, est contestée par des manifestations géantes qui ont réunies jusqu' un million de personnes dans les rues de Séoul. Les Sud-Coréens réclament purement et simplement la démission de la présidente accusée de trafic d'influence, elle est soupçonnée d'avoir mis en place un système racket des grandes firmes sud-coréennes. La présidente a annoncé qu'elle est prête à renoncer au pouvoir quand le parlement en aura défini les modalités. Ce n'est pas sans rappeler l'écartement du pouvoir de Dilma Rousseff, au Brésil, après un scandale politico-financier et de très importantes manifestations.

### **Ankara mène un jeu trouble**

La Turquie de R. Erdogan mène un jeu trouble avec ses voisins syriens et irakiens, car sa politique vise plus à contenir les avancées kurdes qu'à vouloir éradiquer Daech. Le président Erdogan continue à mener une politique dont le caractère autoritaire s'accroît avec l'arrestation de nouveaux journalistes, d'opposants kurdes alors que le pays est supposé en pleine négociation avec Bruxelles pour une possible adhésion à l'Union européenne.

Le gouvernement turc, sous la pression populaire, est revenu sur un projet de loi qui prévoyait l'abandon de poursuites en cas de viol sur mineure si l'agresseur épouse sa victime. L'opinion publique a considéré que ce projet de loi était un signal d'impunité concernant le viol sur mineure.

Les députés européens ont voté une nouvelle résolution pour geler les négociations concernant l'adhésion d'Ankara à l'Union européenne. Les chefs d'Etat Européens, l'Allemagne en tête, ne veulent pas adopter une attitude trop

tranchée vis-à-vis de la Turquie qui joue un rôle essentiel dans la gestion des flux migratoires depuis le Proche-Orient. Erdogan, quant à lui, a fait savoir qu'il avait d'autres opportunités que celle d'entrer dans l'Union européenne : un rapprochement avec Pékin et Moscou ?

### **Des entreprises françaises font aussi l'actualité**

Un nouveau sarcophage vient d'être installé sur le réacteur de Tchernobyl au dessus du sarcophage construit par les liquidateurs. Il a été réalisé par les firmes françaises Vinci et Bouygues et devrait contenir les radiations pour 100 ans. Il a coûté 1.5 milliards d'euros, il a été notamment financé par la banque européenne de reconstruction et de développement (BERD), les membres de l'Union européenne et le G7 ont financé massivement cette infrastructure.

Total vient de signer en novembre 2016 un contrat avec Téhéran pour exploiter le gaz du champ de South Pars, en collaboration avec la firme chinoise CNPC. Il s'agit d'un contrat de plusieurs milliards d'euros qui devait être finalisé dans six mois. Il signe le retour de la firme française sur le marché iranien qu'elle avait été contrainte de quitter du fait des sanctions internationales pesant sur le pays.

Vinci a été l'objet d'une cyberattaque diffusant une rumeur sur une prétendue perte financière pour 2015, ce qui a provoqué un effondrement du cours des actions - une perte de 18% - une enquête est en cours.

### **Nouvelle aventure de l'espace**

Le Français Thomas Pesquet est le dixième à partir pour l'espace. Il participe à une mission internationale - Soyouz MS-03 - au départ de Baïkonour. Il va gagner la station spatiale internationale ISS pour une période de 6 mois.

*Copyright Décembre 2016-Degans/Diploweb*

---

**Point d'actualité internationale de décembre 2016**

**Les synthèses annuelles des Actualités internationales**

**Point d'actualité internationale d'octobre 2016**

# 12/16 Actualité internationale

Synthèse de l'actualité internationale de décembre 2016

dimanche 1er janvier 2017, par Axelle DEGANS

**Voici une synthèse de l'actualité internationale de décembre 2016 qui sera fort utile à tous ceux qui veulent disposer d'un point de l'actualité géopolitique, voire préparent un concours. Pour ne rien manquer, et recevoir nos alertes sur des documents importants, le plus simple est de s'abonner gratuitement à notre Lettre d'information hebdomadaire ou à compte twitter de veille géopolitique @diploweb**

## Le sort des urnes

En Autriche, suite à l'annulation pour cause d'irrégularités de l'élection présidentielle du printemps 2016, un nouveau scrutin s'est tenu en décembre 2016. Cette fois-ci la victoire du candidat écologiste, Alexander Van der Belen face au candidat d'extrême-droite Norbert Hofer, est large.

En Italie, le premier ministre Matteo Renzi organise en décembre 2016 un referendum pour modifier environ un tiers de la constitution et assurer une meilleure gouvernance du pays en renforçant l'exécutif. Il s'est tellement investi pour le « oui » durant cette campagne que la victoire du « non » a pour conséquence sa démission. C'est donc un vote en connaissance de cause, alors que l'Italie apparait comme l' « homme malade de la zone euro », qui aboutit à la victoire du « non ». Afin d'éviter une période d'instabilité politique et économique, les élections législatives anticipées ne sont pas convoquées. Matteo Renzi est remplacé par son ministre des Affaires étrangères Paolo Gentiloni qui appartient au parti démocrate.

En Roumanie, les élections législatives de décembre 2016 sont remportées par le parti social-démocrate (PSD) de Liviu Dragnea. Il est à noter que celui-ci a été condamné au printemps à une peine avec sursis pour fraude électorale. C'est finalement Sorin Grindeanu que le président Klaus Iohannis nomme à la tête du gouvernement.

En Ouzbékistan Chavkat Mirziouïev, président par intérim, remporte les élections présidentielles de décembre 2016 avec plus de 88% des suffrages exprimés, et de probables irrégularités de scrutin. Il remplace l'ancien président, Islam Karimov, mort il y à la fin de l'été.

En Gambie, Etat enclavé au débouché du fleuve Sénégal, les élections présidentielles de décembre 2016 sont remportées par Adama Barrow face au président sortant Yahya Jammeh, au pouvoir depuis après d'un quart de siècle. Celui conteste le scrutin que son challenger gagne avec seulement 19 000 voix d'écart.

### **Des nouvelles européennes...**

La Banque centrale européenne, dirigée par Mario Draghi, décide de continuer à racheter des actifs jusqu'à la fin de l'année 2017 - au lieu d'avril 2017. Cette politique « accommodante » a pour but d'éviter le spectre de la déflation, c'est-à-dire d'une baisse des prix, piège dans lequel est engluée l'économie nippone depuis le début des années 1990. Cette politique de rachat devrait cependant se faire à un rythme moins soutenu après le mois d'avril.

L'Union européenne va supprimer la nécessité d'obtenir un visa pour entrer sur son territoire en faveur des ressortissants ukrainiens et géorgiens.

Berlin est à son tour endeuillée en décembre 2016 par un attentat terroriste qui n'est pas sans rappeler celui qui a frappé Nice le 14 juillet 2016. Le responsable avait été repéré par les services allemands, sans que cela l'empêche de passer à l'action. Une vive polémique secoue désormais le pays. La France décide de prolonger l'état d'urgence jusqu'au printemps 2017, période des élections présidentielles.

La Grèce demeure à l'heure de l'austérité, pour continuer à bénéficier de l'aide de ses créanciers ceux-ci exige qu'elle continue sa politique de limitation des dépenses, de dérégulation, notamment du marché du travail. Une grève générale est organisée en décembre 2016 dans le pays pour dénoncer cette politique, dont Christine Lagarde met en cause, aujourd'hui, le bienfondé. Alexis Tsipras décide, au nom de la cohésion sociale, de mettre sur la table 600 millions d'euros en faveur des retraités les plus modestes. Les créanciers de l'Eurogroupe décident alors de geler les mesures d'allègement de la dette.

La Commission européenne présente en décembre 2016 son « plan d'action pour la défense européenne » qui prend en compte pour la première fois l'industrie de la défense dans laquelle elle pourra désormais investir. Un programme de 90 millions d'euros sur trois ans est prévu. En outre, la Banque européenne d'investissement (BEI) pourra financer en partie les capacités militaires, enfin la Commission pourra aider à l'achat de matériel en commun. Ces décisions s'expliquent par le nouveau contexte de montée des périls aux frontières de l'Union ainsi que le danger terroriste sur le sol européen. Il s'agit non seulement de répondre à de nouveaux défis géopolitiques et géostratégiques - en mettant fin

à la politique de démilitarisation du continent européen - mais aussi de répondre aux angoisses des Européens comme aux demandes pressantes des Etats qui - à l'instar de la France - assument un investissement dans une défense qui profite à tous mais dégrade les comptes publics.

### **... une Union européenne qui se défend...**

L'Union européenne décide en décembre 2016 de mieux se protéger commercialement face à une concurrence qui peut s'avérer déloyale ; une demande ancienne des citoyens européens. Les Etats membres se réservent le droit d'augmenter les droits de douane dans certaines circonstances. En outre, une procédure anti-dumping pourra être enclenchée sans qu'une entreprise ne dépose plainte auparavant.

Le sommet de Bruxelles renforce l'Europe de la défense, dans un contexte de montée des périls aussi bien aux frontières que sur le sol européen et de crainte de moindre investissement de l'allié américain.



L'Europe se dote de son réseau de satellites - Galileo - qui va lui permettre de géolocaliser de façon autonome, sans dépendre du GPS américain. L'Union européenne gagne enfin en autonomie stratégique, à l'heure où nous n'avons jamais été aussi connectés. Le projet a mis 17 années à se concrétiser, et sera complètement effectif en 2018.

### **... et continue à signer des accords de libre-échange**

L'Equateur vient de ratifier l'accord de libre-échange négocié avec l'Union européenne, il concerne déjà la Colombie et le Pérou. Il entre en vigueur le 1er janvier 2017.

Un accord de libre-échange conclu entre l'Union européenne et le Maroc en 2012 ne sera pas applicable au Sahara occidental, ainsi l'a jugé la Cour de justice de l'Union. Celle-ci, par l'intermédiaire de son avocat général, vient d'estimer que la Commission ne peut conclure seule, sans la ratification des Etats membres, un accord de libre-échange. Le litige porte sur l'accord négocié avec Singapour, mais si la Cour de justice confirme l'avis de son avocat général, cela ralentira les négociations avec le Royaume-Uni dans le cadre du Brexit.

### **Un grand retour de la Russie de Poutine ?**

Le magazine *Forbes* vient de nouveau de décerner en décembre 2016 à Vladimir Poutine le titre d'homme le plus puissant de l'année, et ce pour la quatrième fois. La Russie est redevenue incontournable sur l'échiquier international en intervenant dans le cadre du conflit en Syrie, en apportant un soutien militaire, en particulier au niveau aérien, décisif pour Bachar el-Assad. La Russie forme un triangle diplomatique avec l'Iran et la Turquie, que le récent assassinat de son ambassadeur à Ankara n'a pas fait disparaître. Moscou est au cœur du grand jeu qui se dessine au Proche-Orient, force motrice, après sa victoire à Alep, d'une conférence de paix concernant la Syrie, où brillent par leur absence les Etats-Unis et l'Union européenne. Vladimir Poutine mise sur un rapprochement avec la prochaine administration de Donald Trump, qu'il a chaleureusement félicitée pour sa victoire électorale. Des accusations pèsent sur Moscou concernant la révélation de courriels d'Hillary Clinton, qui avait embarrassée la campagne de la candidate démocrate. Poutine apparait en 2016 comme un acteur incontournable au Proche-Orient, capable de redessiner les alliances géopolitiques, partenaire important de la Chine au cœur d'une Eurasie qui se structure lentement, soupçonné d'ingérence au cœur des élections présidentielles américaines, courtisé par le Japon de Shinzo Abe pour avancer sur le dossier des îles des Kouriles du Sud sous administration russe mais revendiquées par Tokyo.

## **Les Etats-Unis de Donald Trump**

Le prochain président des Etats-Unis compose sa nouvelle équipe. Il met en place un conseil consultatif composé de grands patrons, sous la direction de Steve Schwarzman - qui dirige actuellement le fonds Blackstone - avec la participation du PDG de JP Morgan, de Disney ou d'IBM. Donald Trump envoie aussi des messages forts en choisissant Scott Pruitt, très lié au milieu pétrolier, pour l'Agence de l'environnement, ou l'économiste Peter Navarro, très critique envers la Chine, comme conseiller économique, Steve Mnuchin, un ancien de Goldman Sachs au Trésor ou Rex Tillerson, PDG D'ExxonMobil, en tant que secrétaire d'Etat. Ces nominations doivent être confirmées par le Congrès américain.

Les propos de Donald Trump en décembre 2016 ont irrité la Chine de Xi Jinping et laissent supposer une période de nouvelles tensions commerciales mais aussi diplomatiques après notamment l'entretien téléphonique qu'il a eu - sans encore être investi - avec la présidente taïwanaise. Il a annoncé la mort du traité commercial transpacifique, ce qui réjouit plutôt Pékin. Bref de nouvelles relations transpacifiques se redessinent.

## **Les nouvelles du Proche et du Moyen-Orient**

L'offensive menée en décembre 2016 par l'armée syrienne - appuyée par les forces russes - se solde par la reprise des quartiers orientaux d'Alep - aux mains des rebelles, y compris islamistes - par le pouvoir, au prix de destructions massives et d'un exode important des civils. Alors que les forces loyalistes et russes se concentrent à Alep, Daech refait la conquête de la cité antique de Palmyre. La Russie et la Turquie patronnent un cessez-le-feu en Syrie.

La Turquie est de nouveau ensanglantée en décembre 2016 par un attentat - revendiqué par les Faucons de la Liberté, organisation proche du PKK - qui a fait près d'une quarantaine de morts à Ankara, un autre provoque la mort d'une quinzaine de personnes à Kayseri. L'ambassadeur russe en Turquie est assassiné alors qu'il inaugurerait une galerie d'art à Ankara.

La Jordanie est à son tour touchée par des fusillades sur le site de Karak alors qu'au Yémen une quarantaine de soldats sont tués dans un attentat suicide à Aden.

En décembre 2016, le Conseil de sécurité de l'ONU demande à Israël de mettre fin à sa politique de colonisation des territoires palestiniens, y compris Jérusalem-Est. Washington n'a donc pas utilisé ici son droit de veto, alors que c'est habituellement un soutien indéfectible de Tel-Aviv, qui a manifesté immédiatement son courroux. Le gouvernement israélien annonce qu'il « réduit »

ses relations avec les pays qui ont voté cette résolution 2334. Ces colonies empêchent la progression d'un accord de paix entre Israël et Ramallah, mais ce n'est bien sûr pas le seul obstacle. John Kerry estime qu'il faut une solution à deux Etats, ce qui avait été décidé lors du plan de partage de l'ONU de 1947, mais avec des frontières qui ne sont pas celles issues de la guerre des Six jours (juin 1967). Il n'est pas évident que Donald Trump soit sur cette même longueur d'ondes...

L'Égypte connaît, elle aussi, un terrible attentat perpétré dans une cathédrale copte - Saint-Pierre et Saint-Paul - du Caire, essentiellement fréquentée par des femmes et des enfants. Cet attentat, qui est aussi bien dénoncé par le maréchal al-Sissi que par les autorités religieuses musulmanes du pays, plonge la communauté copte dans le désarroi.

En Libye, Daech recule en décembre 2016 dans la région de Syrte qui est reprise par les forces armées du gouvernement d'union nationale de Faiez Sarraj, reconnu par l'ONU. Les combats ont été très durs car les jihadistes utilisent des méthodes de guérilla urbaine (mines, voitures suicides...). Cela ne signe pas pour autant la fin de Daech en Libye, l'organisation pouvant survivre de façon plus clandestine et donc plus disséminée. À l'Est, à Benghazi, les forces du général Khalifa Haftar, qui contrôle le « croissant pétrolier » entre Syrte et Benghazi, affrontent aussi des forces islamistes ralliées à Ansar al-Charia. La rivalité entre le général et le gouvernement est forte, alors que les milices autour de Misrata restent puissantes : la Libye reste très divisée et le quotidien des populations civiles très difficile.

### **Une Asie sous tension**

En Corée du Sud, la procédure de destitution de la présidente Park Geun-hye est enclenchée. Elle est au cœur d'un scandale politico-financier - de corruption en lien avec les Chaebols - on lui reproche aussi d'avoir trop écouté une conseillère occulte qui pratique le chamanisme. De très importantes manifestations ont été organisées par les citoyens pour demander sa démission. L'Assemblée a voté la motion de sa destitution. Son premier ministre - Hwang Kyo-ahn assure l'intérim en attendant la décision de la Cour constitutionnelle sur la démission de la présidente.

Les tensions américano-chinoises s'apaisent pour un temps. Pékin rend un drone sous-marin américain confisqué en mer de Chine méridionale, action que Washington avait qualifiée de « non conforme au droit international ».

La Chine est passée à une politique de puissance. Elle fait sortir son porte-avions, le Liaoning, au large des côtes Taïwanaises puis en mer de Chine méridionale, une

démonstration de force évidemment adressée à Donald Trump. Aujourd'hui seuls 21 Etats reconnaissent diplomatiquement Taïwan, après que Sao Tomé-et-Principe vient mettre fin à ses relations diplomatiques avec Taipei, au profit de Pékin. On ne peut aussi que remarquer que les investissements chinois dans le monde n'ont jamais été aussi importants : ils ont atteint 154 milliards d'euros. Ainsi, Hainan Airlines a racheté la filiale restauration d'Air France, Servair, et a acheté 10% de Pierre et Vacances, Midea Group a racheté la pépite allemande de la robotique industrielle Kuka...sans que la réciproque soit possible.

### **Succès des firmes françaises... mais pas seulement**

Airbus vient d'enregistrer en décembre 2016 une commande historique avec Téhéran : une centaine d'avions. La commande porte sur 16 A350, 38 A330 (long courrier) et 46 A320 (court-courrier). Le contrat concerne aussi la formation de pilotes ou de contrôleurs aériens.

La république tchèque vient de signer un contrat de 20 millions d'euros pour l'achat de trois rames à grande vitesse auprès du chinois China Railway Rolling Stock Corp (CRRC). C'est le premier contrat, en terre européenne, pour ce TGV chinois...

L'entreprise familiale française Lesaffre, basée à Marcq-en-Baroeul dans le Nord (59) est le leader mondial des levures. Elle vient d'acquérir l'espagnol Tecno Bakery et l'anglais LFI Tollbend, ce qui renforce sa position de leader. Il faut savoir que ses levures entrent dans la fabrication d'un tiers des pains dans le monde.

### **Les départs...**

Le géographe Jean-Christophe Victor, fils de Paul-Emile Victor, créateur de l'émission géopolitique "Le Dessous des Cartes" diffusée par *Arte*, est décédé.

Carrie Fisher, interprète emblématique de la princesse Leia Morgana dans la Saga la guerre des étoiles/Star Wars s'en est allée rejoindre les étoiles...

En vous présentant nos meilleurs vœux pour 2017... une année qui promet d'être riche en actualité géopolitique.

*Copyright Janvier 2017-Degans/Diploweb.*

---

### **Les synthèses annuelles des Actualités internationales**

### **Point d'actualité internationale de novembre 2016**

